



**Programme des
Nations Unies pour
l'environnement**



Distr.
Restreinte

UNEP/OzL.Pro/ExCom/41/36
26 novembre 2003

FRANÇAIS
ORIGINAL: ANGLAIS

COMITÉ EXÉCUTIF
DU FONDS MULTILATÉRAL AUX FINS
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTRÉAL
Quarante et unième réunion
Montréal, 17 - 19 décembre 2003

PROPOSITIONS DE PROJETS: INDE

Le présent document comprend les observations et les recommandations du Secrétariat du Fonds sur les propositions de projets ci-après:

Mousses

- Plan d'élimination sectorielle des CFC dans le secteur des mousses (deuxième tranche) PNUD

Élimination

- Plan d'élimination des TCC pour les secteurs de la consommation et de la production: programme annuel pour 2004 Banque mondiale

Réfrigération

- Plan d'élimination des CFC dans le secteur de la fabrication de systèmes de réfrigération (deuxième tranche) PNUD/ONUDI

FICHE D'ÉVALUATION DE PROJET INDE

SECTEUR: Mousses Consommation sectorielle de SAO (2002): 1 536,05 tonnes PAO

Seuils de coût-efficacité du secteur: Peau intégrale 16,86 \$US/kg
Rigide 7,83 \$US/kg

Titre du projet:

- a) Plan d'élimination sectorielle des CFC dans le secteur des mousses (deuxième tranche)

Données relatives au projet	Multiple
	Plan sectoriel
Consommation de l'entreprise (tonnes PAO)	1 655,0
Incidences du projet (tonnes PAO)	210,0
Durée prévue du projet (mois)	12
Montant initial demandé (\$US)	
Coût final du projet (\$US):	1 750 000
Coûts différentiels d'investissements a)	
Fonds pour imprévus b)	
Coûts différentiels d'exploitation c)	
Coût total du projet (a+b+c)	1 750 000
Participation locale au capital (%)	
Pourcentage des exportations (%)	
Montant demandé (deuxième tranche) (US \$)	1 750 000
Rapport coût-efficacité (\$US/kg)	
Confirmation du financement de contrepartie?	
Agence nationale de coordination	Cellule de l'ozone, ministère de l'Environnement et des Forêts
Agence d'exécution	PNUD

Recommandations du Secrétariat	
Montant recommandé (\$US)	1 750 000
Incidences du projet (tonnes PAO)	210,0
Rapport coût-efficacité (\$US/kg)	8,33
Coûts d'appui de l'agence d'exécution (\$US)	153 500
Coût total pour le Fonds multilatéral (\$US)	1 903 500

DESCRIPTION DU PROJET

1. Le PNUD a soumis à la 41^e réunion, au nom du Gouvernement de l'Inde, une demande de libération du montant de 1 750 000 \$US et des coûts d'appui de 153 500 \$US aux fins de financement du programme annuel de mise en œuvre (deuxième tranche) pour 2003 – 2004 du plan d'élimination sectorielle des CFC dans le secteur des mousses en Inde. La demande se compose des éléments suivants:

- Rapport sur la mise en œuvre des programmes annuels de 2002-2003; et
- Programme annuel de mise en œuvre pour l'année civile 2004 (Tranche 2).

Historique

2. Le Plan d'élimination sectorielle des CFC dans le secteur des mousses en Inde a été approuvé par le Comité exécutif en juillet 2002, à sa 37^e réunion, pour une valeur totale de 5 900 789 \$US, incluant des coûts d'appui de 476 212 \$US pour l'agence, en principe en vue de l'élimination de 1 655,0 tonnes PAO. Le Plan sera mis en œuvre en cinq phases (tranches) durant la période 2002 – 2006. La première tranche, d'une valeur de 1,5 millions \$US et des coûts d'appui de 131 000 \$US, a été approuvée en juillet 2002 à la 37^e réunion pour une élimination prévue de 221 tonnes PAO de CFC.

3. Le tableau ci-après indique les limites de consommation de CFC et les cibles de réduction convenues aux termes de l'accord, ainsi que le calendrier de déboursement.

Tableau 1: Calendrier de déboursement et cibles de contrôle pour la consommation/l'élimination de CFC dans le secteur des mousses en Inde

Paramètre	2002	2003	2004	2005	2006	2007	Total
Limites de la consommation annuelle de CFC dans le secteur des mousses (TM PAO)	1 655	1 434	1 037	529	128	0	N/A
Cible d'élimination annuelle de CFC dans le secteur des mousses (TM PAO)	221	397	508	401	128	0	1 655
Versement annuel total de financement (SUS)*	1 500 000	1 750 000	1 500 000	450 000	224 577	0	5 424 577
Coûts d'appui de l'agence (\$US)	131 000	153 500	131 000	40 500	20 212	0	476 212
Coût total pour le Fonds multilatéral (\$US)	1 631 000	1 903 500	1 631 000	490 500	244 789	0	5 900 789

*Incluant les coûts d'appui pour la politique générale et la gestion, de 100 000 \$US pour chacune des années 2002 - 2004.

4. La libération des fonds pour les programmes de mise en œuvre du plan est soumise aux conditions ci-après:

- a) Confirmation que la limite de consommation de l'année précédente, indiquée dans le Tableau 1, et les cibles d'élimination connexes ont été respectées;
- b) Vérification que les activités prévues pour l'année précédente ont été entreprises conformément au programme annuel de mise en oeuvre.

5. Le Gouvernement de l'Inde est également convenu entre autres de permettre des audits indépendants conformément aux termes de l'accord, un examen semestriel à effectuer dans le cadre du programme annuel de travail de surveillance et d'évaluation du Fonds multilatéral, ainsi qu'une évaluation externe éventuelle que pourrait demander le Comité exécutif afin de vérifier que la consommation annuelle de CFC correspond bien aux niveaux convenus et que la mise en oeuvre du Plan d'élimination sectorielle dans le secteur des mousses se déroule comme prévu et convenu dans le cadre des programmes annuels de mise en oeuvre.

Rapport sur le programme de mise en oeuvre de 2002 - 2003

6. Les réalisations du Programme de mise en oeuvre de 2002 – 2003, communiquées par le PNUD, sont décrites ci-après:

- a) Les activités de préparation ont débuté avec la réception de la première tranche de 1 500 000 \$US en août 2002, suivie d'un accord entre le PNUD et le ministère de l'Environnement et des Forêts visant à adopter une modalité d'exécution directe pour la mise en oeuvre du projet d'élimination dans le secteur des mousses, et enfin, par la signature du document de projet par toutes les parties le 3 juin 2003.
- b) Vingt-huit entreprises ont été retenues en fonction du type de mousses qu'elles produisent. Trois groupes d'entreprises ont été recensés: mousses rigides générales (5 entreprises); mousses rigides pour l'isolation thermique (12 entreprises); et mousses souples moulées/à peau intégrale (11 entreprises).
- c) Le PNUD et le ministère de l'Environnement et des Forêts ont suivi les procédures standard pour l'acquisition des équipements et il est prévu d'émettre des commandes d'achat d'équipement en novembre 2003.
- d) Le directeur de programme pour le plan d'élimination sectorielle a été nommé par le PNUD, en collaboration avec le ministère de l'Environnement et des Forêts, le 10 juin 2003. Deux autres employés de soutien seront recrutés en novembre 2003.
- e) Le PNUD et le ministère de l'Environnement et des Forêts ont effectué les premières visites de vérification de base des 28 entreprises sélectionnées en août 2003. D'autres visites sont prévues.
- f) En 2002 et 2003, le ministère de l'Environnement et des Forêts a appliqué consciencieusement les règlements relatifs à l'ozone et diffusé au public des renseignements sur les engagements et les obligations du Gouvernement indien aux termes de l'accord conclu avec le Comité exécutif pour l'élimination des

CFC.

- g) L'Inde a dépassé les objectifs d'élimination de CFC établis pour 2002 et 2003, en éliminant respectivement 260,15 tonnes PAO (objectif: 221,00 tonnes PAO) et 446,86 tonnes PAO (objectif: 397,00 tonnes PAO).

Vérification des niveaux d'élimination et de consommation de CFC

7. Le PNUD n'a pas effectué de vérification par audit des quantités de CFC éliminées en 2002 ni de la consommation de CFC de l'Inde dans le secteur des mousses en 2002. Toutefois, le rapport sur le programme de mise en œuvre de 2002-2003 contient la liste des entreprises et les quantités de CFC qu'elles ont éliminées en 2002 et en 2003.

Programme annuel de mise en œuvre - 2004

8. La libération d'un montant total de 1 750 000 \$US et 153 500 \$US de coût d'appui pour le PNUD est demandée en vue de la mise en œuvre de la deuxième tranche.

9. Les objectifs du plan d'élimination pour 2004, soit 279 tonnes PAO de CFC dans 28 entreprises de la première tranche, représentent 55 % de l'objectif d'élimination annuelle de CFC dans le secteur des mousses, à savoir 508 tonnes PAO.

10. La coordination et la supervision des projets en cours se poursuivront, des visites de vérification des niveaux de base des entreprises seront organisées, et un atelier technique sera tenu pour les entreprises bénéficiaires.

11. Des activités d'élimination pour 33 entreprises seront également entreprises, leur durée étant organisée de façon à assurer que leur réalisation contribue à la réduction de 50% de CFC en 2005.

12. Le programme annuel de mise en œuvre pour 2004 et le rapport du programme annuel de 2003 sont joints au présent document.

OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS DU SECRÉTARIAT

OBSERVATIONS

13. L'Inde a indiqué pour 2002 une consommation de CFC de 3 917,7 tonnes PAO, dont 1 536,06 tonnes PAO ont été consommées dans le secteur des mousses. La consommation de CFC en 2002 dans le secteur des mousses est inférieure d'environ 119 tonnes à la limite de consommation convenue pour 2002 au titre du plan d'élimination sectorielle de l'Inde pour ce secteur.

14. Le rapport sur le programme 2002-2003 indiquait que 260,15 tonnes PAO de CFC ont été éliminées dans le cadre des projets en cours en 2002, dépassant de 221,0 tonnes PAO les objectifs fixés. Le rapport montrait également qu'en octobre 2003, huit projets avaient été

achevés au titre du plan de 2003, permettant d'éliminer 446,86 tonnes PAO de plus que l'objectif de 297,0 tonnes PAO, soit un excédent de 50 % environ. Le Gouvernement s'attend à réaliser une élimination totale de 481,0 tonnes PAO en 2003 d'ici la fin de novembre, lorsque tous les projets figurant dans le plan de 2003 auront été mis en oeuvre.

15. Les quantités de CFC éliminées par les projets et la consommation de CFC communiquée au Secrétariat de l'Ozone ont été vérifiées par des audits indépendants.

16. Alors que le programme de mise en oeuvre pour 2004 prévoit, comme une des activités proposées du Gouvernement, une vérification du niveau de base des entreprises et de l'élimination des CFC, aucune vérification indépendante par audit n'est envisagée dans le programme.

17. Le paragraphe 3 de l'accord sur le plan d'élimination sectorielle dans le secteur des mousses en Inde indique que le "Comité exécutif s'efforcera d'assurer que des fonds seraient fournis à la deuxième réunion du Comité exécutif de l'année précédente", ce qui se traduit par un cycle de financement et de compte rendu allant de mi-année en mi-année. Or, le Gouvernement de l'Inde demande un financement à la fin de l'année (avec un retard de six mois). Des éclaircissements ont été demandés au PNUD à cet égard.

18. Le PNUD a indiqué que le Gouvernement indien n'a pas demandé qu'un rapport d'avancement soit présenté pour la 40^e réunion en juillet 2003, mais qu'il en a demandé un pour la 41^e réunion en décembre 2003. Le PNUD croit donc comprendre que, si tous les calendriers d'élimination d'une année donnée sont réalisés conformément au plan, les rapports d'avancement et les demandes de la tranche de financement suivante seront toujours soumis à la dernière réunion de l'année du Comité exécutif. Dans le cas de l'Inde, un des avantages de la soumission des rapports du plan sectoriel à la fin de l'année est de permettre le rapprochement intégral des données du plan sectoriel avec les données des rapports officiels soumis au Secrétariat de l'Ozone et au Secrétariat du Fonds.

19. Le montant de 1 750 000 \$US et les coûts d'appui connexes de 153 500 \$US demandés pour la mise en oeuvre du programme annuel de mise en oeuvre de 2003 – 2004 du plan d'élimination dans le secteur des mousses en Inde sont conformes aux termes de l'accord.

RECOMMANDATIONS

20. Le Comité exécutif est invité:

- a) À examiner la demande de l'Inde pour le versement des montants indiqués au paragraphe 19 ci-dessus à la lumière des observations du Secrétariat;
- b) À prendre note des changements apportés au cycle de demande de financement décrits dans les observations du Secrétariat, aux paragraphes 17 et 18 ci-dessus;
- c) À demander au PNUD de prévoir dans le programme annuel de mise en oeuvre de 2003 – 2004 l'élaboration d'une méthodologie pour l'exécution d'un audit

indépendant afin de vérifier les limites de consommation pour 2003 et les années ultérieures, conformément aux dispositions de l'accord sur le plan d'élimination de CFC dans le secteur des mousses.

**PLAN D'ÉLIMINATION DU TCC DANS LES SECTEURS
DE LA CONSOMMATION ET DE LA PRODUCTION
PROGRAMME ANNUEL - 2004**

Description du projet

Historique

21. En juillet 2003, à sa 40^e réunion, le Comité exécutif a décidé d'approuver en principe un montant total de 52 millions \$US afin d'aider l'Inde à se conformer au calendrier de contrôle du Protocole de Montréal pour la production et la consommation de tétrachlorure de carbone (TCC), et il a décaissé à cette session une première tranche de 5 millions \$US afin de commencer la mise en œuvre du projet. Parallèlement, le Comité a invité le Gouvernement de l'Inde, les donateurs bilatéraux (Japon, Allemagne et France) et la Banque mondiale en tant que principale agence d'exécution, à élaborer, en consultation avec le Secrétariat et les agences participantes, à savoir l'ONUDI et le PNUE, un accord détaillé en vue de la mise en œuvre du plan d'élimination du TCC, ainsi qu'un programme de travail pour 2004, pour soumission à l'examen de la 41^e réunion du Comité exécutif. En outre, le Comité a demandé à l'Inde et à la Banque mondiale de soumettre à la 41^e réunion un rapport expliquant l'écart entre les niveaux d'importation de TCC.

22. En conséquence, la Banque mondiale soumet ci-joint le projet d'accord, le programme de travail pour 2004 ainsi que le rapport sur les importations de TCC en 2001.

Le projet d'accord

23. Le projet d'accord utilise la forme de présentation standard conforme aux directives approuvées par la Décision 38/65. Il indique les niveaux maximums autorisés pour la production et la consommation de TCC aux fins d'utilisations réglementées entre 2005 et 2010, les fonds annuels à recevoir du Comité exécutif, ainsi que les pénalités éventuelles à appliquer si les objectifs ne sont pas atteints. Le projet d'accord fait état de l'engagement de l'Inde à ne pas demander de fonds additionnels pour l'élimination de la production ou la consommation de TCC, incluant toute utilisation que les Parties pourraient reclasser comme utilisation réglementée à partir des produits chimiques intermédiaires. Le projet d'accord examine le rôle et les responsabilités de la Banque mondiale en tant qu'agence principale, ainsi que ceux des partenaires bilatéraux, c'est-à-dire le Japon, l'Allemagne et la France. Il précise les vérifications indépendantes que les agences d'exécution devront effectuer comme conditions préalables au décaissement des tranches annuelles de fonds.

Le programme de travail pour 2004

24. Le programme de travail de 2004 comprend un bref rapport sur le programme de travail de 2003 et les activités proposées pour 2004.

25. Le rapport d'avancement sur le programme de travail de 2003 indique le niveau estimatif visé pour la consommation de TCC, mais non pas pour sa production. Il fait état d'un plan visant à utiliser une partie des fonds approuvés en 2003 pour appuyer la reconversion d'entreprises consommatrices de TCC dans le secteur des agents de traitement, sans toutefois donner de détails

sur l'identité ou le nombre de ces entreprises. Le rapport fait l'analyse du processus suivi par l'Inde pour conclure des accords avec la Banque mondiale et d'autres agences bilatérales en vue de la mise en œuvre du plan sectoriel. Le Gouvernement a tenu deux réunions d'atelier avec les parties intéressées afin de les informer du plan sectoriel sur le TCC et du calendrier d'élimination, et de les encourager à planifier leurs activités d'élimination et tirer parti de la subvention. Le budget de 2003 est réparti entre 5 champs d'activités: élimination dans la production du caoutchouc chloré, les chloroalcanes, les produits pharmaceutiques, le secteur des solvants et établissement d'un centre de gestion du projet. La Banque mondiale sollicite l'approbation d'un montant de 3 520 843 \$US pour le programme annuel de 2003 à la 41^e réunion, en plus des 5 millions décaissés à la 40^e réunion. Les coûts d'appui associés à ce deuxième décaissement sont de 264 063 \$US.

26. Le programme de travail pour 2004 n'indique pas d'objectifs pour la consommation ou la production de TCC. Dans le secteur des agents de traitement, les industries seront invitées à demander une subvention pour leur reconversion afin d'éliminer 1 243 tonnes PAO d'ici la fin 2005. Pour les utilisations du TCC comme solvant dans le décapage chimique et le nettoyage de pièces métalliques, il est indiqué que l'Inde coopérera avec la Banque mondiale et le Japon afin d'éliminer quelque 1 100 tonnes PAO de TCC d'ici la fin 2005. Aucun autre détail n'est fourni.

27. Cinq activités seront lancées en 2004 au titre de l'assistance technique, soit l'établissement du centre de gestion du projet, l'élaboration d'un programme d'information du public, la mise au point d'une stratégie de développement des capacités afin d'appuyer l'établissement de solutions de rechange au TCC, la mise sur pied d'un système de gestion de l'information et la recherche de possibilités de transfert de technologies pour les producteurs de TCC. Au titre des activités du Gouvernement, le programme de travail prévoit l'exécution de 7 activités, à savoir: mesures d'incitation fiscales pour promouvoir des solutions de rechange non fondées sur les SAO, application éventuelle de quotas d'importation de TCC, préparatifs pour l'introduction de quota de production de TCC pour les usages non liés aux produits intermédiaires en 2005, et annonce de l'interdiction de la consommation de TCC dans les applications de caoutchouc chloré et de chloroalcanes en 2004.

28. Pour le programme de travail de 2004, la Banque mondiale demande 13 380 112 \$US, ventilés comme suit: 8 880 112 \$US (coût d'appui 666 008 \$US) pour la Banque mondiale, 1 000 000 \$US (coût d'appui 85 000 \$US) pour la France, 1 000 000 \$US (coût d'appui 85 000 \$US) et 2 500 000 \$US (coût d'appui 280 000 \$US) pour le Japon. Le budget de 2004 est partagé entre les reconversions des industries, l'appui au centre de gestion du projet et l'assistance technique.

Rapport sur les importations de TCC en 2001

29. Les données sur les importations de TCC en 2001 figurant dans le plan sectoriel de la Banque mondiale et dans le rapport d'audit technique de l'Inde présentent de grandes différences. En conséquence, le Comité exécutif a invité l'Inde et la Banque mondiale à soumettre à sa 41^e réunion un rapport expliquant ces écarts. Il s'est avéré que le montant réel des importations de TCC en 2001 est inférieur de plus de 10 % au chiffre de 24 661 tonnes métriques indiqué dans le plan sectoriel, et le montant de 52 millions \$US sera donc réduit d'une somme équivalant à la différence entre les deux chiffres, calculée sur la base de 2 000 \$US par tonne.

30. D'après le rapport, le Gouvernement indien a recueilli des lettres de fret et des déclarations douanières auprès des producteurs, des utilisateurs et des importateurs de TCC. Bien qu'aucun de ces documents ne soit disponible, les registres officiels du port de Kandla ont été obtenus parce que la plupart des expéditions de TCC transitent par ce port. En réponse aux demandes sur la situation officielle des lettres de fret et des déclarations en douane, la Banque mondiale a expliqué que les lettres de fret ont été remises au Service des douanes comme pièces justificatives dans le processus de dédouanement à l'importation, tandis que les déclarations douanières sont des documents émis et endossés par les douanes. Le rapport a donc conclu que les importations apurées de TCC en 2001 étaient de 23 006,94 tonnes métriques, soit une quantité inférieure de moins de 10 % aux 24 661 tonnes métriques indiquées dans le plan sectoriel. La Banque mondiale considère que le niveau de financement de 52 millions \$US devrait rester inchangé.

Observations du Secrétariat

31. Le Secrétariat a formulé des observations détaillées sur la soumission de la Banque mondiale. Ces observations, présentées ci-après, tiennent compte des réponses de la Banque mondiale.

Projet d'accord

32. Le paragraphe 2 du projet d'accord stipule ceci: "Les objectifs annuels d'élimination correspondront, au minimum, aux calendriers de réduction requis par le Protocole de Montréal, *excepté dans la mesure où les objectifs de performances sont conformes à la suite donnée par la Réunion des Parties à la Décision 37/20 a) du Comité exécutif*". Le Secrétariat interprète la clause d'exception comme signifiant que, dans l'éventualité où l'Inde ne pourrait pas respecter les mesures de contrôle du Protocole de Montréal et que la Réunion des Parties, par l'intermédiaire de son Comité de la mise en œuvre, décide d'adopter un plan d'action qui diffère des objectifs de performance de l'Accord, le calendrier du plan d'action deviendra automatiquement les objectifs de performance de l'Accord, sans délibération ni décision du Comité exécutif.

33. Si le Secrétariat a bien compris l'intention de la clause d'exception, celle-ci va à l'encontre des décisions de la XV^e Réunion des Parties relatives aux cas de non-conformité. Plus précisément, dans les deux cas de non-conformité de l'Ouganda et du Guatemala, les Parties ont pris note du plan d'action proposé par chacune des Parties "sans préjudice au fonctionnement du mécanisme de financement du Protocole de Montréal". Ceci laisse au Comité exécutif le soin de statuer sur toute mesure à prendre concernant l'accord qu'il a conclu avec la Partie concernée. Compte tenu d'un tel précédent, le Secrétariat est d'avis que la clause d'exception devrait être éliminée du projet d'accord.

34. Le TCC produit en Inde, plus ceux qui sont importés, sont utilisés comme matières premières pour produire des CFC et comme produit chimique intermédiaire du chlorure d'acide DV (plus de 90 % de la production totale), ainsi que pour d'autres utilisations dans les solvants et les agents de traitement (moins de 10 % de la production totale). L'utilisation comme matière première pour la production de CFC est en baisse en raison des progrès dans l'élimination de la

production de CFC. Il y aura en conséquence une libération croissante de la capacité de production de TCC destinée actuellement à la production de CFC. Ce sera difficile pour toutes les parties, y compris le Gouvernement de l'Inde, de s'assurer que cette capacité nouvellement libérée ne sera pas détournée vers des utilisations autres que les matières premières. En conséquence, bien que la production et la consommation de TCC comme matières premières ne soient pas réglementées au titre du Protocole, afin de surveiller la production et la consommation de TCC aux fins d'usages réglementés, il est essentiel de surveiller à la fois la production totale de TCC (plus les importations), et la ventilation de la consommation entre les utilisations comme matières premières et les autres utilisations. On pourra ainsi reconstituer la production totale de TCC à partir des diverses catégories d'utilisation. La Banque mondiale a indiqué qu'elle comptait surveiller la production de TCC pour les utilisations comme matières premières et les autres utilisations, dans le cadre de ses activités de surveillance et de compte rendu, mais qu'elle n'avait pas l'intention d'inclure les niveaux de contrôle dans l'Accord. Le Secrétariat estime néanmoins que ces chiffres sont critiques pour permettre une surveillance adéquate de l'application de l'Accord et qu'il convient de le préciser clairement dans l'Accord.

35. Afin de surveiller et d'assurer la réalisation effective de l'objectif d'élimination en 2005, il importe également de surveiller la production et la consommation réelles de TCC en 2003 et en 2004. Des objectifs de production et de consommation réelles doivent donc être établis pour ces années. Il ne suffira pas d'utiliser le niveau de base comme objectif unique. Par ailleurs, durant les deux années 2003 et 2004, le Fonds multilatéral déboursera un montant total de près de 24 millions \$, qui doit être accompagné par des objectifs de réduction et des limites de production mesurables.

36. Il convient donc de réviser les objectifs et le tableau de financement qui figurent dans l'Appendice 2- A de l'Accord, afin d'y ajouter le maximum autorisé de production et d'importation de TCC, ainsi que la ventilation de la consommation entre les utilisations du TCC comme matières premières et ses autres utilisations dans les solvants et les agents de traitement, et des renseignements pour les années 2003 et 2004, en vue de faciliter la surveillance et la comparaison. Une telle méthodologie a été appliquée dans l'accord sur le TCC en Chine, où il s'est avéré qu'elle était essentielle aux fins de la surveillance. Il conviendrait de la suivre également pour cet Accord. Il faudrait donc modifier comme suit l'Appendice 2-A de l'Accord:

		Base ¹	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
1.	Somme max autorisée de la production et des importations de TCC										
2.	Utilisation du TCC comme matières premières (CFC et chlorure d'acide DV)										
3.	Consommation max autorisée de TCC dans les agents de traitement										
4.	Consommation max autorisée de TCC dans les solvants										

37. Aucune description n'est fournie du système à mettre sur pied pour surveiller la mise en œuvre de l'Accord, bien qu'il soit mentionné, au titre du rôle de l'agence principale dans

l'Appendice 6-A, que des normes seront élaborées pour la vérification. Puisque la Banque mondiale a été chargée de mettre sur pied un système de surveillance pour le plan sectoriel du TCC en Chine, ce sera à la Banque de coordonner les deux plans et d'élaborer des normes similaires pour la vérification des performances dans les deux cas.

38. Il est proposé dans le plan sectoriel d'approuver, durant la période 2004-2005, 2,17 millions \$US sur la contribution totale de 3,34 millions \$US provenant de la coopération bilatérale avec l'Allemagne. Or, l'Allemagne n'a pas inclus ce montant dans son plan d'activités pour 2003-2005. Par ailleurs, elle a engagé la totalité de ses ressources disponibles pour le triennat en cours. Le projet d'accord prévoit que l'Allemagne empruntera des fonds de l'attribution bilatérale allemande de 2006-08 pour couvrir sa part pour les dépenses de 2004-05 du plan sectoriel. Ceci soulève plusieurs questions. D'une part, cette situation semble aller à l'encontre de la règle financière du Fonds multilatéral qui stipule que "aucun engagement ne sera fait préalablement à la réception des contributions" (Mandat du Fonds multilatéral UNEP/OzL.Pro.4/15 Annexe IX). D'autre part, si le montant proposé de 2,17 millions \$US est ajouté aux dépenses de l'Allemagne pour 2003-05 sans que ses plans d'activités en vigueur pour 2003-05 ne soient modifiés, l'Allemagne dépassera le plafond de 20 % de ses contributions pour le triennat. Enfin, il n'est pas possible de calculer le niveau des ressources du programme bilatéral de l'Allemagne pour 2006-08 sans connaître le niveau de reconstitution des ressources pour le triennat suivant. Compte tenu de ce qui précède, l'Accord devrait ré-examiner la contribution proposée de 2,17 millions \$US de l'Allemagne aux budgets annuels de 2004-05, de manière à prévoir un mécanisme pour compenser tout déficit éventuel, si jamais la contribution proposée de l'Allemagne ne prenait pas effet.

39. Il importe que, en sa qualité d'agence principale, la Banque mondiale s'assure que des critères et des normes uniformes seront établis et appliqués dans la vérification des performances par toutes les agences d'exécution participant au plan sectoriel. Il faudrait donc remanier comme suit l'alinéa j) de l'Appendice 6-A: "Élaboration de critères et des normes uniformes à appliquer par toutes les agences d'exécution participant au plan sectoriel pour vérifier que les objectifs sont effectivement atteints".

40. Il convient de signaler que le coût d'appui total pour le plan sectoriel a augmenté, passant de 3,9 millions (7,5 %) pour la mise en œuvre par la Banque mondiale à 4 315 000 \$US (8 %) pour une mise en œuvre conjointe par la Banque mondiale et d'autres agences bilatérales. Les agences bilatérales appliquent un taux de 11 % pour les coûts d'appui.

Programme annuel de travail pour 2004

41. Les tableaux indiquant les données, les objectifs et les activités industrielles des pages 2 et 3 devraient être remplis conformément à la révision demandée du tableau de l'Appendice 2-A de l'Accord. Il convient plus précisément d'ajouter les objectifs de réduction de la production, ventilés entre les utilisations comme matières premières et les autres utilisations en 2003 et 2004. Dans le cas des objectifs de consommation en 2003 et 2004, des chiffres distincts devraient être indiqués pour la Banque mondiale et pour chacune des agences bilatérales, pour les agents de traitement et pour les solvants.

42. La section sur les activités d'investissement en 2004 contient un sommaire de la façon dont le programme d'investissement sera organisé, quoiqu'il n'y ait pas de détails sur les activités particulières qui seront entreprises ou les jalons qui serviront à mesurer l'avancement des travaux, sinon le fait que les industries des agents de traitement devront indiquer leur intérêt et prouver leur consommation. Le programme de travail de 2004 est d'une importance capitale pour la mise en œuvre du calendrier des mesures de contrôle du Protocole de Montréal pour le TCC en 2005. Il conviendrait donc que le plan de mise en œuvre présente des renseignements dans le plan de mise en œuvre pour les agents de traitement et les petits utilisateurs de solvants, concernant les activités d'investissement prévues en 2004, sous une forme permettant d'établir si des progrès suffisants ont été réalisés et de faciliter la libération de la prochaine tranche de financement. Des exemples de renseignements demandés seraient le pourcentage d'accords à signer avec des entreprises admissibles dans chacun des sous-secteurs et des détails sur les entreprises qui feront l'objet de reconversion durant l'année.

43. La Banque mondiale a expliqué qu'elle s'efforçait actuellement de conclure un nouvel accord de subvention pour le plan sectoriel depuis son approbation en juillet 2003 et qu'elle ne pouvait donc fournir d'estimations utiles sur le niveau des activités à mener au niveau des entreprises en 2004. Par contre, lorsque le programme annuel de 2004 devra être soumis à la 43^e réunion du Comité exécutif conformément au calendrier de l'Accord, elle disposera alors du temps et de l'occasion voulus pour inclure ce niveau d'activités.

Rapport sur les importations de TCC en Inde en 2001

44. Le Secrétariat a trouvé d'importants écarts entre les données fournies par la Banque mondiale dans sa soumission et les statistiques officielles provenant de sources gouvernementales. Par exemple, les statistiques officielles du Gouvernement des États-Unis d'Amérique indiquent, pour 2001, des exportations de 3 190 TM de TCC vers l'Inde alors que la Banque mondiale fait état, dans sa soumission, de 7 703 TM de TCC importées par l'Inde des États-Unis, pour la même année. La différence de 4 513 TM représente plus de 10 % du chiffre de 24 661 TM indiqué dans le plan sectoriel. Le Gouvernement de l'Inde devrait fournir des chiffres officiels permettant de vérifier les données auprès des importateurs et des producteurs.

Recommandations

45. Le Comité exécutif est invité:

- a) à approuver le montant supplémentaire de 3 520 843 \$US pour le Programme annuel de travail de 2003 et les coûts d'appui connexes de 264 063 \$US pour la Banque mondiale.
- b) à demander à la Banque mondiale de réviser le projet d'accord et de lui soumettre la version révisée à sa 42^e réunion. Ce faisant, la Banque mondiale devrait:
 - i) Retirer du paragraphe 2 du projet d'accord le bout de phrase "*excepté dans la mesure où les objectifs de performances sont conformes à la suite donnée par la Réunion des Parties à la Décision 37/20 a) du Comité*

exécutif’.

- ii) Réviser les objectifs et le tableau de financement figurant dans l’Appendice 2-A de l’Accord, afin d’ajouter le niveau maximal autorisé de production et d’importation de TCC, la ventilation de la consommation de TCC entre les utilisations de TCC comme matières premières et les autres utilisations pour les solvants et les agents de traitement, ainsi que les objectifs ou les estimations le cas échéant pour 2003 et 2004 de manière à faciliter la surveillance et la comparaison;
 - iii) Soumettre un système de surveillance pour le plan sectoriel du TCC en Inde et veiller à ce qu’il soit coordonné avec le système de surveillance du plan sectoriel du TCC en Chine, en incorporant des normes similaires pour la vérification des performances dans le cadre des deux plans;
 - iv) Ré-examiner la contribution de 2,17 millions \$US de l’Allemagne pour les budgets annuels de 2004 et 2005 et prévoir des fonds pour couvrir tout déficit éventuel dans les contributions de l’Allemagne; et
 - v) Remanier comme suit l’alinéa j) de l’Appendice 6-A: “ Élaboration de critères et des normes uniformes à appliquer par toutes les agences d’exécution participant au plan sectoriel pour vérifier que les objectifs sont effectivement atteints ”.
- c) à demander à la Banque mondiale de revoir son programme de travail de 2004 et de le soumettre de nouveau à la 43^e réunion, comme il est prévu dans le projet d’accord et à fournir les éléments suivants:
- i) des données pertinentes relatives aux données, objectifs et activités industrielles des pages 2 et 3 conformément à la révision demandée du tableau de l’Appendice 2-A de l’Accord. Il convient plus précisément d’ajouter les objectifs de réduction de la production, ventilés entre les utilisations comme matières premières et les autres utilisations en 2003 et 2004. Dans le cas des objectifs de consommation en 2003 et 2004, des chiffres distincts devraient être indiqués pour la Banque mondiale et pour chacune des agences bilatérales, pour les agents de traitement et pour les solvants; et
 - ii) des renseignements dans le plan de mise en œuvre pour les agents de traitement et les petits utilisateurs de solvants, concernant les activités d’investissement prévues en 2004, sous une forme permettant d’établir si des progrès suffisants ont été réalisés et de faciliter la libération de la prochaine tranche de financement. Des exemples de renseignements demandés seraient le pourcentage d’accords à signer avec des entreprises admissibles dans chacun des sous-secteurs et des détails sur les entreprises qui feront l’objet de reconversion durant l’année.

- d) Enfin, à demander à la Banque mondiale de soumettre à la 42^e réunion, des données sur les importations de TCC en 2001 publiées par le Gouvernement de l'Inde, de manière à confirmer les données obtenues des producteurs et des importateurs de TCC.

DESCRIPTION DU PROJET

46. Au nom du Gouvernement de l'Inde, le PNUD a présenté à l'examen du Comité exécutif le rapport annuel d'avancement pour 2003 sur la mise en œuvre du Plan d'élimination de CFC dans le secteur de la fabrication des systèmes de réfrigération en Inde. Le Plan a été adopté à la 38^e réunion, au niveau de financement de 3 609 186 \$US, à décaisser en cinq tranches. Ce plan vise à achever l'élimination des CFC dans le sous-secteur de la fabrication de systèmes de réfrigération en Inde d'ici le 1^{er} janvier 2007. La réalisation est confiée à deux agences, le PNUD (agence principale) et l'ONUDI. Les éléments du plan mis en œuvre par l'ONUDI couvrent l'élimination du sous-secteur du transport frigorifique tandis que les éléments confiés au PNUD concernent tous les autres sous-secteurs du secteur de la fabrication des systèmes de réfrigération, à l'exception du sous-secteur du transport frigorifique.

47. Le Plan d'élimination est mis en œuvre dans le cadre de quatre programmes annuels de mise en œuvre et, avec l'exécution des projets approuvés en cours, permettra d'éliminer totalement les CFC dans le secteur de la fabrication des systèmes de réfrigération en Inde, sur une période de quatre ans. Le financement total approuvé est ventilé comme suit:

Élément d'investissement (incluant imprévus):	2 675 986 \$US (portion PNUD)
Élément d'investissement (incluant imprévus):	673 200 \$US (portion ONUDI)
Élément politique générale/gestion:	260 000 \$US
Total:	3 609 186 \$US

48. Le PNUD a reçu la première tranche de 2 000 000 \$US en janvier 2003.

Rapport sur l'avancement des travaux

49. Le rapport d'avancement de 2003 est joint au présent document. Les points saillants sont résumés ci-après.

- Le PNUD et le ministère de l'Environnement et des Forêts sont convenus du Mécanisme opérationnel de mise en œuvre (MOM) qui décrit les rôles et les responsabilités des divers intervenants.
- Le document du PNUD sur la première tranche de 2 000 000 a été préparé et soumis au ministère de l'Environnement et des Forêts en mars 2003. Il est signé par toutes les parties le 3 juin 2003.
- Une première liste, comportant 10 moyennes entreprises et 103 PME, a été entérinée provisoirement par le ministère de l'Environnement et des Forêts en septembre 2003, en vue de leur participation au programme d'élimination. Une fois réalisées toutes les activités prévues pour ces entreprises (dates prévues: 2004 et 2005), l'élimination de CFC représentera quelque 300 tonnes PAO des objectifs d'élimination annuels de 2004 et 2005.

- Lorsqu'il aura terminé les travaux en cours de vérification des niveaux de base des entreprises, le ministère de l'Environnement et des Forêts fournira au PNUD son approbation finale de ces entreprises, aux fins de participation au Plan.
- Le mécanisme de la participation des entreprises dans le sous-secteur du transport frigorifique (élément du Plan confié à l'ONUDI) fait actuellement l'objet de pourparlers entre l'ONUDI et le Ministère.
- Le PNUD a élaboré des spécifications techniques pour le matériel de frigorigène à acquérir pour le premier groupe d'entreprises en octobre 2003. Un appel d'offres a été lancé à l'échelle mondiale.
- Le ministère de l'Environnement et des Forêts a poursuivi la mise en œuvre et l'application des règles relatives à l'ozone promulguées par le Gouvernement de l'Inde en janvier 2000. Les décideurs gouvernementaux et autres intervenants ont diffusé des informations sur le Plan d'élimination sectorielle. Le Comité directeur a été complètement informé et connaît les engagements et les obligations découlant de l'accord entre le Gouvernement de l'Inde et le Comité exécutif du Fonds multilatéral, en ce qui concerne le Plan d'élimination sectorielle.

Objectifs de réduction des CFC

50. Aux termes de l'accord approuvé à la 38^e réunion, la consommation de CFC dans le secteur de la réfrigération commerciale en Inde devrait être réduite de 1 372 tonnes PAO en 2002 à 1 173 tonnes PAO en 2003 grâce à l'exécution des projets en cours. D'après les rapports d'avancement soumis par les agences d'exécution, six projets dans le secteur de la réfrigération ont été réalisés, éliminant 468,1 tonnes PAO.

51. L'objectif d'élimination annuelle pour 2003 est de 250 tonnes PAO de CFC, à réaliser dans le cadre des projets en cours. D'ici novembre 2003, 262,70 tonnes PAO devront être éliminées avec l'achèvement de cinq projets en cours du PNUD, dépassant ainsi les objectifs d'élimination annuelle pour 2003 et assurant le respect de la limite de consommation de CFC pour 2004.

Programme annuel de mise en œuvre pour 2004

52. Une fois achevées, les activités décrites dans le programme annuel de mise en œuvre pour 2004 permettront d'éliminer quelque 190 tonnes PAO de CFC. L'objectif d'élimination annuelle de CFC pour 2004 dans le secteur de la fabrication de systèmes de réfrigération de 140 tonnes PAO, imposé au PNUD, sera donc dépassé. L'objectif d'élimination générale pour 2004 dans ce secteur (368 tonnes PAO) sera atteint grâce à la réalisation de projets en cours approuvés individuellement (187 tonnes PAO), à l'élimination contribué par les entreprises non admissibles appliquant des mesures de contrôle et de conformité (1 tonne PAO), ainsi qu'à l'élimination résultant des activités de l'ONUDI dans le sous-secteur du transport frigorifique (40 tonnes PAO).

53. Les activités prévues pour les 63 entreprises en 2004 devraient permettre l'élimination de quelque 80 tonnes PAO, contribuant à 85 % environ de l'objectif d'élimination de CFC (108 tonnes PAO) du Plan pour 2005.

OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS DU SECRÉTARIAT

OBSERVATIONS

54. D'après le rapport d'étape, aucun résultat concret ne semble avoir été réalisé jusqu'ici en ce qui concerne la mise en œuvre de l'élément «transport frigorifique» confiée à l'ONUDI. Le PNUD, en qualité d'agence principale, a expliqué que l'ONUDI a mené des entretiens avec le ministère de l'Environnement et des Forêts sur la mise en œuvre et les modalités à appliquer afin de réaliser la partie du plan portant sur le sous-secteur du transport frigorifique. Les difficultés devraient être résolues d'ici décembre 2003 et tous les efforts seront déployés pour accélérer la mise en œuvre au début de 2004 afin de rattraper les retards accumulés.

55. Les modalités de mise en œuvre décrites dans le Plan stipule que le PNUD effectuera un audit indépendant annuel afin de vérifier les niveaux de consommation de CFC, notamment au moyen de vérifications ponctuelles et de contrôles aléatoires. L'élément «soutien à la politique générale et à la gestion» prévoit la mise en place et l'exploitation d'un mécanisme décentralisé de surveillance et d'évaluation des résultats du Plan, en association avec des organismes provinciaux chargés de la réglementation environnementale, afin d'en assurer la durabilité. Le Secrétariat a appelé l'attention du PNUD sur le fait que le rapport d'étape ne fait état d'aucune activité liée à la mise en place de systèmes d'audit ou de surveillance. Le PNUD a répondu que le PNUD et le Ministère auront recours, en sous-traitance, à une entité indépendante pour assurer en 2004 la vérification du niveau de la consommation nationale du secteur de la réfrigération, en procédant à des audits des données relatives à la production, l'importation et l'exportation. La vérification sera également assurée au niveau des entreprises grâce à des projets permanents de vérification du niveau de la consommation de base et de l'élimination effectivement réalisée. Des comptes rendus plus complets sur ces activités seront soumis dans le rapport d'avancement de 2004.

RECOMMANDATIONS

56. Le Comité exécutif est invité à envisager d'approuver le programme annuel de mise en œuvre de 2003 et de libérer la tranche de financement de 2003 comme suit:

	PNUD (\$US)	ONUDI (\$US)
Versement du financement pour 2003	476 536	173 200
Coût d'appui de l'agence	43 243	19 052
Total	519 779	192 252

**SECTORAL PHASE-OUT PLAN FOR ELIMINATION
OF CFCs IN THE FOAM SECTOR IN INDIA**

**REPORT ON THE IMPLEMENTATION OF
2002-2003 ANNUAL PROGRAMMES**

Prepared By

**SECTOR PHASE-OUT PLAN UNIT (SPPU),
OZONE CELL/MOEF
AND
UNDP**

**SECTORAL PHASE-OUT PLAN FOR ELIMINATION
OF CFCs IN THE FOAM SECTOR IN INDIA**

Report on 2002-2003 Implementation Programmes and Request for 2003 Funding Tranche
(As of 15 October 2003)

1. Background

The Sector Phase-out Plan for Elimination of CFCs in the Foam Sector in India was approved at the 37th Meeting of the Executive Committee of MLF, at a total funding level of US\$ 5,424,577, to be provided in five annual tranches, leading up to the complete phase-out of CFCs in the Foam Sector in India by 01 January 2007.

The Phase-out Plan will be implemented through four annual implementation programmes and together with the implementation of the approved ongoing projects, will result in the complete phase-out of CFCs in the Foam Sector in India in four years. The Phase-out Plan will cover the technology conversions in all the remaining eligible enterprises in the Foam Sector and also ensure timely, sustainable and cost-effective phase-out in the Foam Sector through a combination of investment, technical support and management components.

The breakdown of the approved overall funding was as below:

Investment and Technical Assistance Components:	US\$ 5,124,577 (including contingencies)
Policy and Management Support Component:	US\$ 300,000
Total:	US\$ 5,424,577

The disbursement schedule and annual CFC consumption and phase-out control targets, in accordance with the Agreement between Government of India and the Executive Committee of the Multilateral Fund (Document UNEP/OzL.Pro/ExCom/37/71, Annex-VII) were as below:

Parameter	2002	2003	2004	2005	2006	2007	Total
Annual CFC Consumption limit in the Foam Sector (ODP MT)	1,655	1,434	1,037	529	128	0	N/A
ODP Reductions from Previously Approved Projects	221	397	298	100	0	0	1,016
ODP Reductions under the Foam Sector Phaseout Plan	0	0	210	301	128	0	639
Annual Funding Instalment* (US\$)	1,500,000	1,750,000	1,500,000	450,000	224,577	0	5,424,577
Agency Support Costs (US\$)	131,000	153,500	131,000	40,500	20,212	0	476,212
Total cost to Multilateral Fund (US\$)	1,631,000	1,903,500	1,631,000	490,500	244,789	0	5,900,789

The annual implementation programme for CY 2002/2003 was submitted to MLF in November 2002 (attached as Annex-1 to this document).

2. Preparatory Activities

- The first tranche of US\$ 1,500,000 was received by UNDP in August 2002.
- In October 2002, it was agreed by UNDP and the Ministry of Environment and Forests (MOEF) that the Phase-out Plan would be implemented through the DEX (Direct Execution) modality.
- UNDP and MOEF agreed on the Operational Mechanism for Implementation (OMI) which delineated the roles and responsibilities of the various stakeholders, and also the first-phase document covering UNDP's first tranche, in October 2002.
- DEX approval was obtained on 30 April 2003. The project document was signed by all parties on 3 June 2003.

3. Investment Component

3.1 Enterprise Participation

- The first list of 28 participating enterprises was provisionally endorsed by MOEF in April/May 2003. Upon completion of all activities in these enterprises (targeted in CY 2004), the CFC phase-out that would be achieved, would contribute 279.20 MT to the CY 2004 annual CFC phase-out target.
- Upon verification of the enterprise baselines by MOEF, the final endorsement of the 28 enterprises for participation in the first batch for implementation, was provided by MOEF to UNDP in August 2003
- The 28 enterprises were divided into three groups, based on the type of foam equipment needed for their conversion, which in turn was dictated by the respective foam type/foam sub-sector involved. Thus, out of the 28 enterprises, the first group of 5 enterprises were engaged in production of rigid foam (general), 12 enterprises were engaged in the production of rigid foam (thermoware) and 11 enterprises were engaged in the production of flexible molded/integral skin foam.

3.2 Procurement

- UNDP notified the invitations for Expressions of Interest for prospective suppliers of the equipment to be procured under this project in March 2003. The invitations for Expressions of Interest were posted in the websites of UN Development Business, UNDP Inter-Agency Procurement Services Office (IAPSO) and UNDP-Delhi for one month.

- UNDP prepared the technical specifications for the foaming equipment to be procured for the first batch of 28 enterprises, in May 2003. UNDP also finalized the short list of vendors for the international competitive bidding exercise, based on the roster of existing suppliers and based on the evaluation of responses to the Expressions of Interest.
- The Invitations to Bid (ITB) for the equipment to be procured for the first batch of 28 enterprises, based on the above, were issued by UNDP in May 2003. Three different invitations to bid, covering the three types of foam equipment required were issued to a total of 6-8 vendors for each type of equipment.
- The bids received were evaluated end-June 2003. The local procurement committee approved the bid evaluation, recommendations and the bidding process, in July 2003. UNDP-HQ procurement committee approved the same in July 2003.
- The results of the bidding process were shared with the 28 participant enterprises in July 2003. Some of the participant enterprise elected to opt for bidder(s) other than the recommended bidder(s). In accordance with UNDP procurement rules and procedures, the enterprises could exercise the option to select bidder(s) other than the recommended (lowest technically acceptable) bidder(s) provided they provided technically justified reasons and agreed to bear the additional costs.
- The process of finalization of the vendor selection is in progress and is scheduled for completion by mid-November 2003. Issuance of purchase orders to vendors for the equipment to be procured for the first batch of enterprises will be completed by mid-November 2003.

4. Non-Investment (Policy and Management Support) Component

4.1 Sector Phase-out Plan Unit (SPPU)

- The position for the National Programme Manager (Sector Phase-out Plan Unit) was advertised locally by UNDP in April 2003. The recruitment process and appointment of the National Programme Manager was completed by UNDP with concurrence from Ozone Cell/MOEF in June 2003 and the selected candidate resumed duties from 10 June 2003 and the SPPU became operational.
- Vacancy for one of the two planned support staff for the SPPU was advertised locally by UNDP. The recruitment process in progress and is expected to be completed in November 2003.

4.2 Enterprise Participation

- The operational mechanism for enterprise participation in the Sector Phase-out Plan was finalized by MOEF in consultation with UNDP.
- The verification of baseline at the first batch of 28 enterprises was concluded in August 2003. This included plant visits by MOEF/SPPU and collection of participation documentation and commitments from the enterprises in line with MOEF regulations.

- The verification of enterprises in future batches of participation/procurement has been initiated and would be an ongoing exercise.

4.3 Other Policy, Regulatory and Awareness Actions

MOEF continued the implementation and enforcement of the Government of India Ozone Rules, promulgated in January 2000. During the Ozone Day workshops held in 2002 and 2003, information on the Sector Phase-out Plan was disseminated to Government policy makers and stakeholders. The empowered Steering Committee is fully briefed and aware of the commitments and obligations arising out of the agreement between Government of India and the Executive Committee of MLF, governing the approval of the Sector Phase-out Plan.

5. CFC Phase-out and Results

For CY 2002

The annual CFC phase-out target for CY 2002 was 221 MT. This has been achieved/exceeded, through the completion of ongoing projects. The actual phase-out achieved is **260.15 MT** (see Annex-2)

For CY 2003

The annual CFC phase-out target for CY 2003 is 397 MT, to be achieved through the completion of ongoing projects. Until October 2003, **446.86 MT has been achieved** through the completion of eight ongoing projects. The remaining two projects will be completed by November 2003, thus achieving or exceeding the CY 2003 annual CFC phase-out target (see Annex-3).

6. 2004 Annual Implementation Programme

The 2004 Annual Implementation Programme is submitted for the review and approval of the Executive Committee. The 2004 Annual Implementation Programme will phase out 200 ODP MT of CFC and will contribute to achieving 50% of the annual target for CY2005 (401 ODP MT), the balance of the 2005 target would be met through the third funding tranche to be obtained in 2004.

The Executive Committee is requested to approve the 2003 Annual Implementation Programme and the release of the 2003 funding level of \$1,750,000 and the corresponding support fees of \$153,500.

INDIA
Foam Sector Phase-out Plan

Annual Implementation Program (Tranche 1) for CY 2002/2003

1. Data

Country	India
Year of plan	2002/2003
Number of years completed	0
Number of years remaining under the plan	4 (2003 through 2006)
Target ODS consumption in Sector for the preceding year as of December 31 (ODP MT)	1,655
Target ODS consumption in the Sector for the year of plan as of December 31 (ODP MT)	1,434
Level of funding requested (US\$) (2002/2003)	1,500,000
Lead implementing agency	UNDP
Co-operating agency (ies)	None

2. Targets

Target	Net reduction in CFC consumption in the Foam Sector of 221 MT Limit of CFC consumption in the Foam Sector as of 31 December 2002 of 1,434 MT			
Indicators		Preceding Year (as of 31 December)	Year of Plan (as of 31 December)	Reduction
Supply of ODS in Sector (ODP MT)	Import	1,655	1,434	221
	Production	N/A	N/A	N/A
	Total (1)	N/A	N/A	N/A
Demand of ODS in Sector (ODP MT)	Manufacturing	1,655	1,434	221
	Servicing	N/A	N/A	N/A
	Stock piling	N/A	N/A	N/A
	Total (2)	1,655	1,434	221

3. Industry Action

3.1 Activities resulting from prior year's ongoing projects

Sector	Consumption Preceding Year as of 31 December (1)	Consumption Year of Plan as of 31 December (2)	Reduction within Year of Plan (1) - (2)	No. of Projects Complete	Number of Servicing Related Activities	ODS Phase-Out (ODP MT)
Foam Sector	1,655	1,434	221	12*	0	221

* Represents estimated number of ongoing projects, which would be completed.

3.2 Activities resulting from the 2002 tranche

Activity	Description	
Start Phase-out of CFC's in 29 enterprises	Objective	Initiate procurement procedures for equipment to be provided to 29 recipient enterprises for conversion to non-CFC technology
	Target group	29 Recipient enterprises
	Impact	Finalization of specifications and vendor shortlists, international competitive bidding and issuance of purchase orders/contracts

The technical assistance activities would be initiated through sub-projects for 29 enterprises, leading to an elimination of about 170 MT of CFCs upon completion, envisaged for 2004. It is foreseen that the durations for the sub-projects for these 29 enterprises would be set in such a way as to ensure that their completion would contribute to about 81% of the verifiable annual performance target for CY 2004 (210 MT) leading to a minimum phase-out of about 170 MT CFCs through the Sector Phase-out Plan. The balance of the 2004 target would be met through the second funding tranche to be obtained in 2003.

4. Technical Assistance

The technical assistance will be provided hand in hand with the implementation of the investment activities described above.

5. Government Action

Policy/Activity Planned	Schedule of Implementation
Type of Policy Control on ODS Import	Continuing enforcement of existing controls
Public Awareness	N/A
Others	See below

The following activities are proposed for 2002, under the Policy and Management Support component:

- a) Establishment of the Sector Phase-out Plan Unit (SPPU) for facilitating the management of the Sector Phase-out Plan:
 - Determination of personnel and logistics requirements
 - Finalizing terms of reference for personnel
 - Initiation of recruitment of personnel
- b) Formulation of detailed terms of reference and work plans for various activities under the Policy & Management Support component.
- c) Establishment of an operational mechanism for participation by enterprises in the Sector Phase-out Plan and for obtaining phase-out commitments from enterprises.
- d) Organization of one workshop under the Policy and Management Support Component, for government policy-makers and for recipient enterprises.

6. Annual Budget

Activity	Planned Expenditures (US \$)
Establishment of Sector Phase-out Plan Unit (SPPU) and recruitment of staff	83,000
Technical Assistance	30,000
Equipment	1,258,182
Contingencies	128,818
TOTAL	1,500,000

7. Administrative Fees

The administrative fees will be utilized by UNDP throughout the implementation of this tranche.

INDIA – FOAM SECTOR PHASE-OUT PLAN
Projects in the Foam Sector Completed during CY 2002

UNDP Project Number	MLF Project Number	Project Name	Approved Grant (US\$)	ODS (MT/y)	ODP (MT/y)	Remark
IND/97/G63	IND/FOA/22/INV/111	Polymermann (Asia) P. Ltd.	385,000	0.00	0.00	Indirect Phase-out
IND/99/G70	IND/FOA/28/INV/229	SME Group II (28 enterprises)	699,139	118.80	105.73	
IND/00/G15	IND/FOA/31/INV/258	Ramakrishna Moulders	78,479	17.00	15.72	
IND/00/G17	IND/FOA/31/INV/260	Naorang Plast	53,171	14.60	13.50	
IND/00/G61	IND/FOA/29/INV/231	Tokyo Plast International, Ltd.	196,394	33.00	30.51	
IND/00/G70	IND/FOA/29/INV/246	Harjas Plastic and Metal Components	246,386	21.50	20.24	
IND/00/G74	IND/FOA/31/INV/274	SR Poly-steel P. Ltd.	144,299	14.85	14.85	
IND/00/G76	IND/FOA/34/INV/333	Prince Plastoware Ltd.	74,010	10.20	9.45	
IND/00/G77	IND/FOA/31/INV/272	Pinnacle Industries Ltd.	186,392	13.00	13.00	
IND/00/G79	IND/FOA/31/INV/261	Sanjay Industries	99,277	17.20	15.90	
TOTAL			2,162,547	260.15	238.90	

Notes:

1. All enterprises achieved all project objectives and met all project obligations, such as phase-out of CFCs, phase-in of CFC-free production, depletion of CFC stocks, destruction of redundant and replaced baseline equipment, etc. The figures in the column marked “ODS” represent the amount of CFC to be phased out as per the approved project and the figures in the column marked “ODP” represent the net ODP phased out after accounting for the residual ODP of HCFC-141b wherever applicable.
2. HOPs for all the above-mentioned projects were issued and signed during CY 2002.
3. The annual **CFC phase-out target for CY 2002**, in accordance with the schedule agreed in the India Foam Sector Phase-out Plan was **221 MT**, which has thus been achieved (**exceeded by 39.15 MT**)

INDIA – FOAM SECTOR PHASE-OUT PLAN
Projects in the Foam Sector (to be) Completed during CY 2003

UNDP Project Number	MLF Project Number	Project Name	Approved Grant (US\$)	ODS (MT/y)	ODP (MT/y)	Remark
IND/96/G92	IND/FOA/20/INV/101	Vora Cork Industries	264,500	39.60	39.60	Completed 7/2003
IND/00/G68	IND/FOA/29/INV/242	SME Group - III (24 enterprises)	777,198	107.10	97.72	Completed 4/2003
IND/01/G12	IND/FOA/34/INV/321	Spray Group – II	759,165	192.48	178.36	Completed 9/2003
IND/01/G62	IND/FOA/32/INV/289	Sawhney Seating Systems P. Ltd.	241,619	28.90	27.99	Completed 7/2003
IND/01/G63	IND/FOA/32/INV/285	Sun Steering Wheels Ltd.	144,379	17.00	15.65	Completed 2/2003
IND/01/G64	IND/FOA/32/INV/280	Netplast	177,224	18.00	18.00	Completed 9/2003
IND/01/G67	IND/FOA/34/INV/324	Apollo Steelcrafts	76,925	14.75	13.67	Target 11/2003
IND/01/G73	IND/FOA/34/INV/330	Nu-Foam Rubber Industries	160,150	15.65	15.65	Completed 2/2003
IND/01/G77	IND/FOA/34/INV/312	Roome Plastics P. Ltd.	100,546	19.50	18.07	Target 11/2003
IND/01/G78	IND/FOA/34/INV/334	Solvay Mouldings P. Ltd.	196,885	28.13	26.07	Completed 7/2003
TOTAL			2,898,591	481.11	450.78	

Notes:

- All enterprises (marked as completed above) achieved all project objectives and met all project obligations, such as phase-out of CFCs, phase-in of CFC-free production, depletion of CFC stocks, destruction of redundant and replaced baseline equipment, etc. The figures in the column marked “ODS” represent the amount of CFC to be phased out as per the approved project and the figures in the column marked “ODP” represent the net ODP phased out after accounting for the residual ODP of HCFC-141b wherever applicable.
- HOPs for projects (marked as completed above) were issued and signed.
- The annual **CFC phase-out target for CY 2003**, in accordance with the schedule agreed in the India Foam Sector Phase-out Plan is **397 MT**. As of October 2003, **446.86 MT has been achieved**.

INDIA
SECTORAL PHASE-OUT PLAN FOR ELIMINATION OF CFCs IN THE FOAM SECTOR

Annual Implementation Program for CY 2004 (Tranche 2)

1. Data

Country	India
Year of plan	2004
Number of years completed	1.5
Number of years remaining under the plan	3 (2004 to 2006)
Target ODS consumption in Sector for 2004	1,037
Target ODS consumption in Sector for 2005	529
Level of funding requested (US\$) (2003)	1,750,000
Lead implementing agency	UNDP
Co-operating agency (ies)	None

2. Targets

Target	Net reduction in CFC consumption in the Foam Sector during 2004: 508 MT CFC consumption limit in the Foam Sector as of 31 December 2004: 529 MT			
Indicators		Preceding Year (as of 31 December)	Year of Plan (as of 31 December)	Reduction
Supply of ODS in Sector (ODP MT)	Import	1,037	529	508
	Production	N/A	N/A	N/A
	Total (1)	N/A	N/A	N/A
Demand of ODS in Sector (ODP MT)	Manufacturing	1,037	529	508
	Servicing	N/A	N/A	N/A
	Stock piling	N/A	N/A	N/A
	Total (2)	1,037	529	508

3. Industry Action

3.1 Activities resulting from prior year's ongoing projects

Sector	Consumption Preceding Year (as of 31 December) (1)	Consumption Year of Plan (as of 31 December) (2)	Reduction within Year of Plan (1) - (2)	No. of Projects Complete	Number of Servicing Related Activities	ODS Phase- Out (ODP MT)
Foam (2002)	1,655	1,395	260	10	0	260
Foam (2003)	1,395	914	481	10	0	481

3.2 Activities from the 2003 (first and second tranches)

Activity	Description	
Phase-out of CFCs in 28 enterprises participating in the first batch	Objective	Delivery, installation and commissioning of equipment to be provided to 28 recipient enterprises for conversion to non-CFC technology
	Target group	28 recipient enterprises (first batch of participating enterprises)
	Impact	Phase-out of 279 MT CFC consumption in these 28 enterprises
Initiation of CFC phase-out activities in 33 enterprises participating in the second batch	Objective	Initiate procurement actions for equipment to be provided to 33 recipient enterprises for conversion to non-CFC technology
	Target group	33 Recipient enterprises (second batch of participating enterprises)
	Impact	Finalization of specifications and vendor shortlists, and conclusion of international competitive bidding and issuance of purchase orders/contracts

The activities for 28 enterprises participating in the first batch as described above, would lead to an elimination of 279 MT of CFCs upon completion in 2004. This amounts to about 55% of the annual CFC phase-out target for 2004 for the foam sector (508 MT). The remaining 45% would be achieved through the completion of 15 ongoing projects.

It is also foreseen that the durations for the enterprise-level activities in the 33 enterprises in the second patch of participation, would be set in such a way as to ensure that their completion would contribute to achieving 50% of the annual target for CY 2005 (401 MT) leading to a CFC phase-out of about 200 MT. The balance of the 2005 target would be met through the third funding tranche to be obtained in 2004.

4. Technical Assistance

Technical assistance will be provided in conjunction with the implementation of the investment activities described above.

5. Government Action

Policy/Activity Planned	Schedule of Implementation
Type of Policy Control on ODS Import	Continuing enforcement of existing controls
Public Awareness	N/A
Others	See below

The following activities are proposed for 2004, under the Policy and Management Support component:

- a) Continued coordination and monitoring of the sector plan implementation activities
- b) Enterprise-level verification of baseline and CFC phase-out
- c) Organization of one awareness workshop for government policy-makers/stakeholders and one technical workshop for recipient enterprises.

6. Annual Budget

Activity	Planned Expenditures (US \$)
Policy and Management Support	80,000
Technical Assistance	120,000
Equipment	1,410,000
Contingencies	140,000
TOTAL	1,750,000

7. Administrative Fees

The administrative fees (\$153,500) will be utilized by UNDP throughout the implementation of this tranche to support implementation activities and reporting requirements.

**AGREEMENT BETWEEN INDIA AND THE EXECUTIVE COMMITTEE OF
THE MULTILATERAL FUND FOR THE PHASEOUT OUT CONSUMPTION
AND PRODUCTION OF CARBON TETRACHLORIDE**

1. This Agreement represents the understanding of India (the “Country”) and the Executive Committee with respect to the complete phase-out of consumption and production of the Montreal Protocol controlled substance set out in Appendix 1-A (the “Substance”) prior to 1 January 2010, in compliance with Protocol schedules.
2. The Country agrees to phase out consumption and production of the Substance, as defined by the Montreal Protocol¹, in accordance with the annual phase-out targets set out in row 1 of Appendix 2-A (the “Targets”) and this Agreement. The annual phase-out targets will, at a minimum, correspond to the reduction schedules mandated by the Montreal Protocol, *except to the extent that the performance targets conform to the response by the Meeting of the Parties to Decision 37/20 (a) of the Executive Committee*. The Country accepts that, by its acceptance of this Agreement and performance by the Executive Committee of its funding obligations described in paragraph 4, it is precluded from applying for or receiving further funding from the Multilateral Fund in respect to the Substance.
3. The Country considers that the use of the Substance in the production of DV acid chloride (DVAC) to be a feedstock use. If either the Country or the Parties ever reclassify that use or any other feedstock use to a controlled status, the Country agrees that it would phase out that use with no compensation from the Multilateral Fund.
4. Subject to compliance by the Country with its obligations set out in this Agreement, the Executive Committee agrees in principle to provide the fundings set out in row 11 of Appendix 2-A (the “Funding”) to the Country. The Executive Committee will, in principle, provide this funding at the Executive Committee meetings specified in Appendix 3-A (the “Funding Approval Schedule”).
5. The Country will meet the consumption and production limits for the Substance as indicated in rows 1 and 2 in Appendix 2-A. It will also accept independent verification by the relevant Implementing Agency of achievement of these consumption and production limits as described in paragraph 9 of this Agreement.
6. The Executive Committee will not provide the Funding in accordance with the Funding Disbursement Schedule unless the Country satisfies the following conditions at least 30 days prior to the applicable Executive Committee meeting set out in the Funding Disbursement Schedule:
 - (a) That the Country has met the Targets for the applicable year;
 - (b) That the meeting of these Targets has been independently verified as described in paragraph 9; and

¹ Consumption and production as per the Montreal Protocol definitions do not include the consumption and production of the Substance for feedstock applications.

- (c) That the Country has submitted and received endorsement from the Executive Committee for an annual implementation program in the form of Appendix 4 – A (the “Annual Implementation Programs”) in respect of the year for which funding is being requested.

7. The Country will ensure that it conducts accurate monitoring of its activities under this Agreement. The institutions set out in Appendix 5-A (the “Monitoring”) will monitor and report on that monitoring in accordance with the roles and responsibilities set out in Appendix 5-A. This monitoring will also be subject to independent verification as described in paragraph 9.

8. While the Funding was determined on the basis of estimates of the needs of the Country to carry out its obligations under this Agreement, the Executive Committee agrees that the Country will have full flexibility in the use of Multilateral Fund assistance to achieve the overall objectives of this Agreement and to meet its obligations to the Montreal Protocol. Therefore, specific funds that were thought to be needed for specific items originally proposed in the Plan for the Phaseout of Consumption and Production of Carbon Tetrachloride, except the US\$ 2 million which must be used by the Country solely to implement, monitor and effectuate full compliance with this Agreement, can be reallocated to other activities as long as expenditures are consistent with this Agreement and eligible within the context of the Montreal Protocol. Any remaining funds provided to the Country pursuant to this Agreement may be used in any manner that the Country believes will achieve the smoothest and most efficient CTC phaseout.

9. The Country agrees to assume overall responsibility for the management and implementation of this Agreement and of all activities undertaken by it or on its behalf to fulfil the obligations under this Agreement. The World Bank (the “Lead IA”) has agreed to be the lead implementing agency and France, Germany and Japan (the “Cooperating IAs”) have agreed to be cooperating implementing agencies under the lead of the Lead IA in respect of the Country’s activities under this Agreement. The Lead IA will be responsible for carrying out the activities listed in Appendix 6-A, including performance and financial verification in relation to all activities, within the purview of the World Bank, in accordance with this Agreement and with specific World Bank procedures and requirements. The Country also agrees to periodic evaluations, which will be carried out under the monitoring and evaluation work programs of the Multilateral Fund. The Cooperating IAs will be responsible for carrying out activities listed in Appendix 6-B, including performance and financial verification in relation to activities implemented under their supervision.

10. The Lead IA will assist the Country to implement activities required for achieving the Targets specified in this Agreement and also to assist the Country to carry out activities related to policy and regulatory development to support sustainable phase-out of the Substance in both the consumption and production sectors. The Cooperating IAs will, in collaboration with the Lead IA, provide support for activities related to investment activities to support the phase-out of the Substance in the metal cleaning applications and in the textile industry as described in the sector plan

(IND/PHA/40/INV/363). In addition, France will also provide technical assistance to the producers of the Substance to explore technically and economically viable options to reduce/eliminate production of the Substance. The funding for activities implemented by the Cooperating IAs will be counted against their bilateral contributions to the Multilateral Fund in annually specified tranches. In case the Lead IA or any of the Cooperating IAs would like to sub-contract part of their activities to other implementing agencies, concurrence of the Country must be sought and the description of such an arrangement should be reported in the annual implementation programs.

11. The Executive Committee agrees, in principle, to provide the Lead IA and the Cooperating IAs with the respective fees set out in rows 4, 6, 8 and 10 of Appendix 2-A.

12. Should the Country, for any reason, not meet the Targets for the elimination of the Substance or otherwise does not comply with this Agreement, the Country acknowledges that the Executive Committee may reduce the amount of the Funding by the amount set out in Appendix 7-A in respect of each ODP ton of reductions in consumption and production not achieved in any one year.

13. The Funding components of this Agreement will not be modified on the basis of any future Executive Committee decision that may affect the Funding of any other consumption/production sector projects or any other related activities in the Country.

14. The Country will comply with any reasonable request of the Executive Committee, the Lead IA, and the Cooperating IAs, to facilitate implementation of this Agreement. In particular, it will provide the Executive Committee, the Lead IA and the Cooperating IAs, with access to information necessary to verify compliance with this Agreement.

15. All of the agreements set out in this Agreement are undertaken solely within the context of the Montreal Protocol and do not extend to obligations beyond this Protocol. All terms used in this Agreement have the meaning ascribed to them in the Protocol unless otherwise defined herein.

Appendix 1-A
THE SUBSTANCE

Annex B:	Group II	CTC
----------	----------	-----

Appendix 2-A
THE TARGETS, AND FUNDING

	Baseline ¹	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Montreal Protocol Consumption Reduction Schedules (ODP tons) ²	11,505	N/A	N/A	1,726	1,726	1,726	1,726	1,726	0
1. Max allowable total consumption (ODP tons)	11,505	N/A	N/A	1,726	1,147	708	268	48	0
Montreal Protocol Production Reduction Schedules (ODP tons) ³	11,553	N/A	N/A	1,733	1,733	1,733	1,733	1,733	-
Production Allowance for basic domestic needs of A5 countries (ODP tons) ⁴		-	-	1,155	1,155	1,155	1,155	1,155	1,733
Total production allowed by the Montreal Protocol (ODP tons)		N/A	N/A	2,888	2,888	2,888	2,888	2,888	1,733
2. Max allowable total production (ODP tons) for this Agreement	11,553	N/A	N/A	1,726	1,147	708	268	48	-
3. WB agreed funding		8,520,843	8,880,110	3,599,046	9,755,313	3,820,938	3,211,875	3,211,875	-
4. WB support costs		639,063	666,008	269,928	731,648	286,570	240,891	240,891	-
5. France agreed funding		-	1,000,000	1,000,000	500,000	500,000	-	-	
6. France support costs		-	85,000	85,000	85,000	85,000	-	-	
7. Germany agreed funding ⁵		-	1,000,000	1,000,000	500,000	500,000	-	-	
8. Germany support costs		-	85,000	85,000	85,000	85,000	-	-	
9. Japan agreed funding		-	2,500,000	2,500,000	-	-	-	-	
10. Japan support costs		-	280,000	280,000	-	-	-	-	
11. Total agreed funding (US\$ million)		8,520,843	13,380,110	8,099,046	10,755,313	4,820,938	3,211,875	3,211,875	
12. Total agency support costs (US \$ million)		639,063	1,116,008	719,928	901,648	456,570	240,891	240,891	

1/ Baseline consumption and production levels are defined as the average levels of consumption and production during the period from 1998 – 2000.

2/ Maximum allowable consumption levels stipulated in the Montreal Protocol (85% reduction in 2005 and 100% reduction by 2010).

3/ Maximum allowable production levels stipulated in the Montreal Protocol (85% reduction in 2005 and 100% reduction by 2010).

4/ Allowable production levels for meeting basic domestic needs of Article 5 countries as per the Beijing Amendment (10% of base level from 2005 and 15% of base level from 2010).

5/ The proposed bilateral funding for 2004 and 2005 will be counted against Germany's contribution in the next triennium (2006 – 2008).

Appendix 3-A
FUNDING APPROVAL SCHEDULE

The annual funding as shown in Appendix 2-A will be considered for approval at the second meeting of the year of the annual plan.

Appendix 4-A
FORM OF ANNUAL IMPLEMENTATION PROGRAM

1. Data

Country _____
 Year of Plan _____
 # of years completed _____
 # of years remaining under the plan _____
 Target ODS consumption of the preceding year _____
 Target ODS consumption of the year of plan _____
 Level of funding requested _____
 Lead implementing agency _____
 Co-operating agency(ies) _____

2. Targets

Targets:				
Indicators		Preceding Year	Year of Plan	Reduction
Supply of CTC	Import			
	Production*			
	Total (1)			
Demand of CTC	Process Agents			
	Solvent			
	Total (2)			

*For ODS-producing countries

3. Industry Action

Sector	Actual Consumption Preceding Year (1)	Consumption Year of Plan (2)	Reduction Within Year of Plan (1)-(2)	Number of Projects Completed	Number of Servicing Related Activities	ODS Phase-out (in ODP tonnes)
Manufacturing						
Process Agents						
Solvents						
Other	-	-				
Total						
Servicing						

Total						
GRAND TOTAL						

4. Technical Assistance

Proposed Activity: _____

Objective: _____

Target Group: _____

Impact: _____

5. Government Action

Policy/activity planned	Schedule of implementation
Type of Policy Control on ODS Import: servicing, etc.	
Public Awareness	
Others	

6. Annual Budget

Activity	Planned expenditures (US \$)
Total	

Appendix 5-A

MONITORING INSTITUTIONS AND ROLES

The Country will be responsible for implementing the CTC phase-out plan. To strengthen capacity of the Country to undertake a series of activities required to achieve permanent phase-out of CTC in accordance with the agreed Targets, a small management unit with a high degree of decentralization to ensure maximum coverage of all residual CTC users, will be established.

The management unit will be established within the Ministry of Environment and Forests. The role of the management unit entails development of detailed implementation plan and overall monitoring and supervision of the CTC phase-out plan. The responsibility of the management unit includes:

- Preparation and implementation of the annual implementation program with assistance from the Lead IA and Cooperating IAs;
- Identification and assistance in the design of sub-projects under the plan;
- Monitoring and supervision of project implementation at the national level including coordination of independent verification of the ODS phase-out by the beneficiary enterprises;
- Information exchange support to the Ozone Cell, regional centers and beneficiary enterprises;
- Reporting to the Director of the Ozone Cell on CTC phase-out related activities and providing recommendations on Government's interventions to be undertaken by the Ozone Cell, if required;
- Periodic assessment of the alternatives supply situation;
- Support implementation of information exchange and training activities; and
- Maintenance of database and relevant records related to the CTC phase-out plan.

Appendix 6-A

ROLE OF THE LEAD IMPLEMENTING AGENCY

The Lead IA will be responsible for a range of activities specified in the project document and in this Agreement along the lines of the following:

- (a) Ensuring performance and financial verification in relation to all activities, within the purview of the World Bank, in accordance with this Agreement and with its specific internal procedures and requirements as set out in the Country's CTC Phase-out Plan;
- (b) Providing verification to the Executive Committee that the Targets have been met, and the achievement/progress of associated annual activities as indicated in the annual implementation program;
- (c) Assisting the Country in preparation of the annual implementation programs;
- (d) Ensuring that achievements in previous annual programs are reflected in future annual implementation programs;
- (e) Carrying out required supervision missions;
- (f) Ensuring the presence of an operating mechanism to allow effective, transparent implementation of the program, and accurate data reporting;
- (g) Ensuring that disbursements to activities undertaken under Bank supervision are made to the Country based on the Targets in the annual programs and provisions in this Agreement; and
- (h) Providing assistance with policy, management and technical support when required; and
- (i) Developing, in consultation with the Country and the Cooperating IAs, the annual phase-out targets for each IA; and
- (j) Developing a standard for verifying performance in achieving the Targets.

Appendix 6-B

ROLE OF COOPERATING IMPLEMENTING AGENCIES

The Cooperating IAs will be responsible for a range of activities specified in the project document and in this Agreement along the lines of the following:

- (a) Conducting performance and financial verification in relation to activities implemented under their supervision;
- (b) Providing reports to the Executive Committee, through the Lead IA, on these activities and their impact in terms of ODP phase-out, for inclusion in the consolidated reports and annual programs to be prepared by the Country with the assistance of the Lead IA;
- (c) Assisting the Country in preparation of annual implementation programs for relevant activities under their supervision;
- (d) Ensuring that achievements of their activities are reflected in future annual implementation programs;
- (e) Carrying out required supervision missions;
- (f) Providing the presence of an operating mechanism to allow effective, transparent implementation of their activities, and accurate data reporting pertaining to ODP impact of their corresponding activities;
- (g) Provide, in collaboration with the Lead IA, policy development assistance, management and technical support when required; and
- (h) Coordinating its activities with the Lead IA and among all Cooperating IAs.

Appendix 7-A
REDUCTIONS IN FUNDING FOR FAILURE TO COMPLY

In accordance with paragraph 12 of the Agreement, the amount of funding provided may be reduced by US\$ 4,510 per ODP ton of reductions in consumption and production not achieved in the year.

CTC PHASE-OUT PLAN

2004 ANNUAL PROGRAM

OZONE CELL
MINISTRY OF ENVIRONMENT AND FORESTS
STATE GOVERNMENT OF INDIA

AND

THE WORLD BANK

November 26, 2003

1. DATA

Country	INDIA
Year of plan	2004
No. of years completed	1
No. of years remaining under the plan	6
Target ODS Consumption and Production of the preceding year (2003)	• N/A
<u>Total</u>	N/A
Target ODS Consumption and Production of the year of plan (2004)	• N/A ¹
<u>Total ODS</u>	N/A
Level of funding requested	USD 13,380,112
Lead implementing agency	The World Bank
Co-operating agency (ies)	Governments of France, Germany and Japan

¹ Given the short lead time for meeting the 85% consumption and production reduction targets in 2005, India, as proposed in the CTC Phase-out Plan submitted and considered at the 40th Meeting of the Executive Committee, should be allowed to stockpile a sufficient amount of CTC to meet its demand before ODP phase-out impact of investment and non-investment activities proposed in the CTC Phase-out Plan could be materialized in 2005 onwards.

2. TARGETS

Targets:					
Indicators		Chemicals	Preceding Year (2003)	Year of Plan (2004)	Reduction
Supply of CTC	Import	CTC	N/A	N/A	N/A
	Production	CTC	N/A	N/A	N/A
	Total	CTC	N/A	N/A	N/A
Demand of CTC	Process Agents	CTC	N/A	N/A	N/A
	Solvent	CTC	N/A	N/A	N/A
	Total	CTC	N/A	N/A	N/A

3. INDUSTRY ACTION

Sector	Actual Consumption ² Preceding Year (ODP Tonnes) 2003 (1)	Target Consumption Year of Plan (ODP Tonnes) 2004 (2)	Reduction Within Year of Plan (1)-(2)	Number of Projects Completed	Number of Servicing Related Activities	ODS Phase-out (in ODP tonnes)
Manufacturing						
Process Agents	1,917	N/A				
Solvents	4,746	N/A				
Other	-	-				
Total	6,663	N/A				
Servicing						
Total						
GRAND TOTAL	6,663	N/A				

Investment Activities in 2003

A total funding of US\$ 8,520,843, excluding agency support costs, is allocated for supporting the initiation of activities in 2003. Part of the funds will be used for supporting conversion of CTC consuming enterprises in the process agent sector. This sector includes chlorinated rubber, chlorinated paraffin, pharmaceutical, and agro-chemical sub-sectors. The balance is allocated for supporting the establishment of the project management unit. While funding is requested in 2003, the actual disbursement could take place after 2003.

² Estimates

The ExCom decided at its 40th Meeting to release an initial tranche of US\$5 million to India in 2003. Therefore, the Government of India and the Bank are requesting the ExCom at its 41st Meeting to approve the release of an additional funding of US\$3,520,843 plus associated support costs to support the India CTC Phase-out Plan in accordance with the agreement as proposed for consideration of the ExCom at the same meeting. The total funding of US\$ 8,520,843 should be counted against the World Bank's 2003 allocation.

The detailed distribution of the 2003 resources is shown in Section 6 of this Annual Work Program.

Investment Activities in 2004

The following investment activities will be undertaken in 2004:

Process Agent Sector – The 2004 funding level as proposed in the agreement to be considered by the ExCom includes additional funding to support CTC phase-out in the process agent sector, mainly in pharmaceutical and agro-chemical applications. With this additional funding in 2004 and the financial support already received in 2003, all CTC consuming enterprises in the process agent sector will be invited to receive financial support from the Government of India. An invitation for enterprises to apply for financial assistance from the Government of India will be announced in early 2004. Enterprises will be required to submit their interest and documents to substantiate their level of CTC consumption to the Government of India in 2004. All enterprises will be encouraged to start their conversion process as soon as possible.

The Government of India has assigned the World Bank to take the lead in the implementation of investment activities in this sector. To facilitate expeditious phase-out in this sector, the World Bank and the Government of India will design a grant agreement with flexibility to accommodate early conversion undertaken by enterprises.

When completed, these activities will lead to permanent phase-out of 1,243 ODP tons of CTC in the consumption sector.

Solvent Sector – The proposed 2004 funding level includes funding to support investment activities in the solvent sector. These activities include conversion of CTC consuming technologies in the chemical solvent, metal cleaning, and textile industry. All CTC phase-out activities in the chemical solvent sub-sector will be implemented through the World Bank. It is planned to complete the phase-out activities in this sub-sector before the end of 2005. When completed, activities undertaken in this sub-sector will lead to permanent phase-out of 770 ODP tons of CTC.

Activities in the metal cleaning and textile industry are expected to involve conversion at four large CTC consuming enterprises and a number of small CTC users in the metal cleaning and textile industry. The four large CTC consuming enterprises are Nissan Copper Pvt., Western Engineering, Steel Authority of India, and Hindustan Metals and Tubes. The total funding to support conversion at these enterprises will be drawn from the bilateral contribution of the Government of Japan. The Government of Japan with concurrence of the Government of India will assign UNDP to undertake implementation

of these activities on its behalf. Conversion at these enterprises is expected to complete before the end of 2005. When completed, 533 ODP tons of CTC will be permanently phased out.

CTC phase-out activities in small users in the metal cleaning and textile industries will be jointly implemented by the three bilateral partners (France, Germany, Japan) and the World Bank. Pending the confirmation of the Government of India, Germany is expected to take a leading role in coordinating these activities. Because of the large number of potential beneficiaries to be covered by these activities, it is anticipated that the total phase-out in the small scale users would be achieved by the end of 2009. When completed, 3,462 ODP tons of CTC will be permanently phased out.

Sector	Impact (ODP tons)	Completion
Process Agent Sector	1,243	End of 2005
Solvent (Chemical)	770	End of 2005
Solvent (Metal)	533	End of 2005
Solvent (small users for metal cleaning and textile)	3,462	End of 2009

4. TECHNICAL ASSISTANCE

Activities to be Undertaken in 2004

Project Implementation Unit: Terms of Reference for the PMU and its organization and management framework will be finalized. The recruitment process for key PMU staff members will be completed in 2004. Workshops and meetings with industry, distributors, the implementing agency, and bilateral agencies, will be organized in order to maintain constant dialogue with industry. The purpose of these workshops and meetings is to obtain feedback for improving implementation mechanism in large and small enterprises. PMU will also take the lead in preparation of the 2005 annual work program and get actively involved in the design and implementation of the production and consumption verification process in 2004. Based on the design of the verification process, PMU will assist the Ozone Cell to strengthen the licensing system to cover CTC distributors, CTC solvent and process agent users, feedstock users, and CTC producers. It is expected that all CTC producers and process agent users would be covered by the licensing system by 2004. The strengthening of the licensing system would be fully completed in 2005.

Development of a Public Outreach Program: A detailed public outreach strategy will be jointly developed by PMU/Ozone Cell, the implementing agency, and bilateral agencies, to increase awareness of the CTC Phase-out Plan and related regulations. The strategy will include action plans to disseminate knowledge of non-ODS technology options to the targeted groups in an effective manner. The targeted groups will be further identified with the assistance from CTC producers and distributors. PMU/Ozone Cell will participate actively in the implementation of this strategy.

Development of a Capacity Building Strategy: A detailed action plan will be developed jointly by Ozone Cell/PMU, the implementing agency, and bilateral agencies. Part of the

action plan will include identification of technical institutions and distributors of CTC and alternatives. A list of CTC applications and non-CTC alternatives will be developed. Training modules for different non-CTC alternatives for all the identified CTC applications will be made. Selection of trainers from interested training institutes and distributors will be completed in 2004. Training of key trainers will start in 2004. Activities will start in a few priority states. Priority states are Tamil Nadu, Maharashtra, Gujarat, Delhi, Karnataka, Kerala, Andhra Pradesh, and Madhya Pradesh.

Development of a Management Information System: Terms of reference for development of an MIS will be finalized in 2004. The consultant selection process to appoint a highly qualified consulting firm to develop a computerized and relational MIS database system will be concluded in 2004.

Technology Transfer for CTC Producers – The Ozone Cell/PMU and the Indian CTC producers will work closely with the Government of France to develop an action plan for technology transfer to enable the CTC producers to comply with the production targets set forth in the agreement for the CTC Phase-out Plan and to comply with the Montreal Protocol obligations. This activity will start in 2004.

5. GOVERNMENT ACTION

Activities Undertaken in 2003

Memorandum of Agreement Meeting – Shortly after the 40th ExCom Meeting a MOA meeting was jointly organized by the Government of India and the Bank to prepare an agreement for the CTC Phase-out Plan between the Government of India and the ExCom. Bilateral donors were invited to this meeting. Coordination mechanism among various agencies and the Government of India and responsibility and accountability framework for the lead and co- implementing agencies were agreed. This is used as part of the input for the development of the agreement and this annual work program. The Government of India decided that bilateral agencies could sub-contract their activities to other implementing agencies (i.e., UNDP, UNEP, and UNIDO). However, prior consultation with the Government of India is required.

Memorandum of Agreements between the Government of India and Bilateral Agencies – As an outcome of the MOA meeting mentioned above, all bilateral parties agreed to have separate agreements with the Government of India to reflect their scope of work, responsibility and accountability, in line with the conditions stipulated in the agreement between the Government of India and the ExCom. The development and finalization of these MOAs will be carried out in the first part of 2004.

Grant Agreement between the Government of India and the World Bank – A grant agreement to allow the flow of funds from the Multilateral Fund through the World Bank to the Government of India is under preparation. The grant agreement will also describe a framework for verifying the actual CTC phase-out achievements in the consumption and production sectors. A preparation mission will be held in November 2003. The grant agreement is expected to be finalized and signed by the first quarter of 2004.

Government/Industry Meetings – As part of the preparation mission for developing the grant agreement between the Government of India and the Bank, the Ozone Cell will organize two workshops to inform relevant stakeholders of the decision of the ExCom to approve, in principle, the India CTC Phase-out Plan. During these workshops, the Ozone Cell and the Bank will discuss with potential beneficiaries of this CTC Phase-out Plan key project implementation issues as well as the level of funding for various sectors. Given the time constraint imposed on India to meet the 85% reduction target in 2005, the industry will be encouraged to inform the Ozone Cell immediately of its plan to phase out CTC and its interest to benefit from the MLF resources.

Activities to be Undertaken in 2004

Memorandum of Agreements between the Government of India and Bilateral Agencies – The memorandum of agreements with respective parties will be finalized and signed by early 2004 in order to allow implementation of all bilateral agencies to start.

Grant Agreement between the Government of India and the World Bank – The grant agreement will be negotiated and signed in 2004. After the effectiveness of the grant agreement, funds will be immediately transferred to a special account in India to allow investment and non-investment activities, and the establishment of the PMU, to start in the early part of 2004.

Registration of CTC Producers, Importers, Exporters, and Sellers – The Ozone Cell/PMU will announce the requirement for all CTC producers, importers, exporters, sellers, and users (if possible) to register their production and consumption of CTC with MoEF. This registration will be used as a condition for receiving financial assistance from the Government of India.

Promotion of non-ODS Alternatives – The Government of India will extend its fiscal incentives to promote conversion to non-CTC alternatives through exemption of customs duties and excise tax on capital goods required for implementation of CTC phase-out activities. In 2004, the Government of India will also explore possibility of introducing a penalty scheme whereby significant fees could be imposed on any use of CTC after 2004.

Import Quota System for CTC – An import quota system for CTC will be explored and developed in 2004. Annual import quotas to be granted by the Government of India will take into account the CTC production quotas for non-feedstock applications granted by the Government based on the ODS Rules 2000. To ensure that imported CTC is used by the intended applications, a monitoring system to track the flow of CTC will be developed and administered by the PMU. The development of this monitoring system will start in 2004 and is expected to complete in 2005.

CTC Production Quota System – The Ozone Cell/PMU will work with CTC producers and the Association of Chloromethane Manufacturers (ACM) to develop a production quota system for CTC production for non-feedstock applications. The production quotas for non-feedstock applications will be given to each of the CTC manufacturers on an annual basis starting from 1 January 2005. The production quota system should be agreed upon by the ACM and its members by no later than the end of 2004.

Phase-out of CTC Consumption in the Chlorinated Rubber and Chlorinated Paraffin Sub-Sectors – The Government of India will announce its policy of not allowing any registrations of imports and sells of CTC to enterprises in these sub-sectors from 1 January 2005. In case some of the enterprises in these sub-sectors could not complete their phase-out activities by 1 January 2005. They will be allowed to continue using CTC up to the end of 2005. However, CTC consumed beyond 2004 must be drawn from existing stocks.

Policy/activity planned	Schedule of implementation
Memorandum of Agreements between the Government of India and Bilateral Agencies	August 2003 – March 2004
Grant Agreement between the Government of India and the World Bank	August 2003 – March 2004
Registration of CTC Producers, Importers, Exporters, and Sellers	January 2004 – December 2004
Promotion of non-ODS Alternatives	January 2004 – July 2004
Import Quota System for CTC	June 2004 – December 2004
CTC Production Quota System	June 2004 – December 2004
Announcement of the CTC Consumption Phase-out Requirement in the Chlorinated Rubber and Chlorinated Paraffin Sub-Sectors	January 2004 – June 2004

6. ANNUAL BUDGET

2003 Annual Budget

Activity	Committed Funds (US \$)	Planned expenditures (US \$)*
CTC Phase-out in the Chlorinated Rubber Industry	4,330,000	-
CTC Phase-out in the Chlorinated Paraffin Industry	1,140,843	-
CTC Phase-out in the Process Agent Applications in the Pharmaceutical Sub-Sector	2,000,000	-
CTC Phase-out in the Solvent Sector	1,000,000	-
Establishment of PMU	50,000	-
Total	8,520,843	-

*No disbursement is planned as an agreement between the Government of India and the ExCom has not been finalized. In addition, legal instruments between the Government of India and the Bank and other bilateral donors are not in place. Disbursement is expected to start in 2004

2004 Annual Budget

Activity	New Request (US \$)	Committed Funds from Prv. Approvals (US \$)	Planned expenditures (US \$)
CTC Phase-out in the Chlorinated Rubber Industry		4,330,000	-*
CTC Phase-out in the Chlorinated Paraffin Industry		1,140,843	-*
CTC Phase-out in the Process Agent Applications in the Pharmaceutical Sub-Sector	2,763,002	2,000,000	-*
CTC Phase-out in the Solvent Sector	7,045,278	1,000,000	2,000,000
CTC Phase-out in the Agro-Chemical Industry	393,082		-*
CTC Production Gradual Phase-out	2,000,000		1,500,000
Establishment of PMU	678,750	50,000	300,000
Technical Assistance for the Production Sector	500,000		250,000
Total	13,380,112	8,520,843	4,050,000

*Agreements will be signed by eligible enterprises. Therefore, almost all of the funds approved up to 2004 will be fully committed. However, disbursement will be made only when enterprises complete their phase-out activities. Full disbursement is expected in the end of 2005 or early 2006.

2001 CTC Import Data Report

Prepared by

The Government of India

&

The World Bank

in Accordance with

Executive Committee Decision 40/54 para. (f)

16 October 2003

Introduction

The Government of India and the World Bank as a lead implementing agency submitted the CTC Phase-out Plan for the consumption and production sectors for India for the consideration of the Executive Committee at its 40th Meeting in July 2003. At the same meeting, the final report of the techno-economic audit of CTC plants in India prepared by an independent consultant contracted by the Executive Committee, was also submitted. The level of CTC imports in 2001 reported in the project document submitted by the Bank and the similar figure reported in the final report of the techno-economic audit of CTC plants in India differed significantly.

Having considered both reports and the arguments presented by the Bank and the independent consultant, the Executive Committee decided to approve, in principle, the total funding of US\$ 52 million to support the implementation of the CTC Phase-out Plan for India. Since the amount of CTC actually imported to India is a key factor for determining the actual CTC consumption in India and the appropriate level of funding for this CTC Phase-out Plan, the Executive Committee decided to request India and the World Bank to provide a report addressing the discrepancy related to the level of CTC imports to its 41st Meeting. In that regard, if it is found that the actual import of CTC in 2001 is over 10 per cent lower than the 24,661 MT figure as reported in the project document, the US \$52 million will be reduced by a sum equivalent to the difference of tons between the 24,661 MT figure and the actual import figure on the basis of US \$2,000 per ton.

Methodology

To verify the actual import of CTC in 2001, the Government of India presented bills of lading and bills of entry collected from CTC producers, CTC users, and importers, to the World Bank. In addition, the records of Kandla port, the major port where most CTC shipments pass through, were provided to the World Bank.

It is important to note that for most shipments CTC producers, users, and importers were able to render only copies of either bills of lading or bills of entry, not both of them. For a few cases, CTC imports could only be confirmed by letters from the enterprises as bills of lading and bills of entry were not available. In this case, the records provided by Kandla port were used for cross-checking. If such shipments (those without any import documents) were not included in the records of Kandla Port, those shipments were excluded from this report.

Copies of the import documents referred to above are available upon request.

Results

Based on all the information available to the Bank, the actual imports of CTC in 2001 could be concluded as follows:

1. There were eight companies importing CTC to India in 2001;

2. Total CTC import in 2001, based on the available supporting documents, was 23,006.94 MT.

Conclusion

The verifiable CTC import of 23,006.94 MT is lower than 24,661 MT as reported in the project document by *less than 10%*. Based on Dec. 40/54 para. (f), the agreed funding level of US\$ 52 million should remain unchanged.

41st Meeting of the Executive Committee of the Multilateral Fund for the Implementation of the Montreal Protocol

Enterprise	Type of Document	Document No.	Country of Origin	Date	Quantity (MT)	Remark
SRF Limited	Bill of Entry	5302	U.S.A.	2-Mar-01	949.95	
	Bill of Entry	577	U.S.A.	21-Apr-01	1,000.00	
	Bill of Entry	863	Germany	27-Apr-01	1,048.99	
	Bill of Entry	5763	Spain	29-Jul-01	1,049.45	
	Bill of Entry	7028	France	22-Aug-01	1,049.90	
	Bill of Entry	11939	France	29-Nov-01	499.98	
	Bill of Entry	11938	France	29-Nov-01	1,049.83	
	Bill of Lading	B/L No. 18	U.S.A.	16-Jan-01	504.97	
	Bill of Lading		Spain	29-Jan-01	1,259.37	
	Bill of Lading	B/L No. 235A	U.S.A.	14-Feb-01	1,049.86	
Gujarat Fluorochemicals	Bill of Lading		Spain	21-Apr-01	1,364.79	
	Bill of Lading	B/L No. 2	France	31-May-01	991.37	
	Bill of Lading	B/L No. 240/2	U.S.A.	25-Jun-01	1,090.00	
	Bill of Lading	B/L No. 18	Spain	12-Aug-01	1,045.73	
	Bill of Lading	B/L No. 1	Spain	1-Dec-01	1,049.62	Kandla Port Report confirms entry in 2001
	Bill of Entry	1002	U.S.A.	22-Feb-01	975.54	
Navin Fluorine	Bill of Entry	2085	Germany	16-Apr-01	1,359.68	
	Bill of Entry	3854	Germany	25-Jun-01	1,044.88	
	Bill of Entry	6524	U.S.A.	16-Aug-01	1,000.00	
	Bill of Entry	8286	U.S.A.	14-Sep-01	1,023.27	
	Bill of Entry	11258	Spain	13-Nov-01	1,052.85	
	Bill of Entry	1905	Spain	9-Apr-01	47.26	
	Bill of Entry	2014	Spain	12-Apr-01	50.00	
	Bill of Entry	6647	Spain	9-Aug-01	135.30	
	Bill of Entry	986	Spain	20-Feb-01	50.00	
	Bill of Entry	823	Spain	10-Feb-01	50.00	
Bilag Industries Pvt.	Bill of Entry	9909	Spain	26-Nov-01	151.16	
	Bill of Entry	6200	Spain	25-Jul-01	150.00	
	Bill of Entry	9206	Spain	8-Apr-01	1.31	
	Bill of Entry	9888	Spain	26-Nov-01	184.68	
	Bill of Entry	6994	U.S.A.	20-Aug-01	109.29	
	Bill of Entry			2001	542.92	
	Kandla Port Report			2001	57.00	
	Kandla Port Report					
	Rishinooop Rubber International					
	Bill of Entry	528492	Korea	11-Oct-01	18.00	
Total Import in 2001					23,006.94	

**PLAN FOR PHASE-OUT OF CFCs IN THE REFRIGERATION
(MANUFACTURING) SECTOR IN INDIA**

**REPORT ON THE IMPLEMENTATION OF CY 2003 ANNUAL PROGRAMME
AND
REQUEST FOR THE RELEASE OF THE SECOND FUNDING TRANCHE**

Prepared By

**SECTOR PHASE-OUT PLAN UNIT (SPPU),
OZONE CELL/MOEF
AND
UNDP**

(October 2003)

INDIA - PLAN FOR PHASE-OUT OF CFCs IN THE REFRIGERATION (MFG) SECTOR IN INDIA

Report on CY 2003 Implementation Programme and Request for Release of Second Funding Tranche

(As of 15 October 2003)

1. Background

The Plan for Phase-out of CFCs in the Refrigeration (Manufacturing) Sector in India was approved at the 38th Meeting of the Executive Committee of MLF, at a total funding level of US\$ 3,609,186, to be provided in five tranches, leading up to the complete phase-out of CFCs in the Refrigeration (Mfg) Sector in India by 01 January 2007. The Plan is to be implemented by two agencies. The portion of the Plan to be implemented by UNIDO covers the phase-out in the transport refrigeration sub-sector and the component of the plan to be implemented by UNDP, as the lead Implementing Agency, covers all other sub-sectors within the Refrigeration (Mfg) Sector excluding the transport refrigeration sub-sector.

The Phase-out Plan will be implemented through four annual implementation programmes and together with the implementation of the approved ongoing projects, will result in the complete phase-out of CFCs in the Refrigeration (Mfg) Sector in India in four years. The Phase-out Plan will cover the technology conversions in all the remaining eligible enterprises in the Refrigeration (Mfg) Sector excluding the MAC Sector and also ensure timely, sustainable and cost-effective phase-out in the Refrigeration (Mfg) Sector through a combination of investment, technical support and management components. The breakdown of the approved overall funding was as below:

Investment Component (including contingencies):	US\$ 2,675,986 (UNDP portion)
Investment Component (including contingencies):	US\$ 673,200 (UNIDO portion)
Policy/Management Component:	US\$ 260,000
Total:	US\$ 3,609,186

The disbursement schedule and annual CFC consumption and phase-out control targets, in accordance with the agreement between Government of India and the Executive Committee of the Multilateral Fund (Document UNEP/OzL.Pro/ExCom/38/70, Annex-X) were as below:

Parameter	2002	2003	2004	2005	2006	2007	Total
Annual CFC Consumption limit in the Refrigeration (Mfg) Sector (ODP MT)	1,373	1,173	923	555	203	0	N/A
A. Phase-out from approved ongoing projects (ODP MT)	200	250	187	172	0	0	809
B. Phase-out from current Plan excluding ineligible enterprises (UNDP)	0	0	140	108	180	0	428
C. Phase-out from current Plan excluding ineligible enterprises (UNIDO)	0	0	40	67	0	0	107
D. Phase-out from ineligible enterprises (through legislative measures)	0	0	1	5	23	0	29
Total Annual CFC phase-out target in the Refrigeration (Mfg) Sector (ODP MT)	200	250	368	352	203	0	1,373
Annual funding installment (US\$)							
UNIDO	500,000	173,200	0	0	0	0	673,200
UNDP	2,000,000	476,536	250,000	150,000	59,450	0	2,935,986
Total	2,500,000	649,736	250,000	150,000	59,450	0	3,609,186
Agency support costs (US\$)							
UNIDO	65,000	19,052	0	0	0	0	84,052
UNDP	172,971	43,243	21,621	12,973	5,142	0	255,950
Total	237,971	62,295	21,621	12,973	5,142	0	340,002
Total cost to Multilateral Fund (US\$)	2,737,971	712,031	271,621	162,973	64,592	0	3,949,188

2. Preparatory Activities

- The first tranche of US\$ 2,000,000 was received by UNDP in January 2003.
- It was agreed by UNDP and MOEF that the project would be implemented through the D-Ex (Direct Execution) modality.
- UNDP and MOEF agreed that the Operational Mechanism for Implementation (OMI), which delineated the roles and responsibilities of the various stakeholders and was earlier designed for implementing the IND/02/G68 – Sector Phase-out Plan for Elimination of CFCs in the Foam Sector in India would be also followed for implementation of the IND/03/G62 – Plan for Phase-out of CFCs in the Refrigeration (Manufacturing) Sector in India
- The UNDP first-phase document covering the first tranche of US\$ 2,000,000 was prepared and submitted to MOEF in March 2003.
- UNDP obtained internal approval for implementation through D-Ex (Direct Execution) modality on 30 April 2003.
- The project document was signed by all parties on 3 June 2003.

3. Investment Component

3.1 Enterprise Participation

UNDP Component

- The original funding proposal for this project was for about US\$ 6.9 million (for the UNDP portion). The actual funding for the UNDP portion was approved at US\$ 2,935,986. Due to the substantial reduction in funding level, it would not be possible to provide all the eligible participant enterprises with the level of assistance earlier envisaged. It was therefore agreed that about 10 medium-sized enterprises with a significant foaming baseline be provided with assistance for both foam and refrigerant equipment. Up to 125 SMEs would be provided with refrigerant equipment only. This approach would provide most remaining enterprises with assistance, while ensuring that the costs of equipment, trials and training could be met within the allocated budget.
- The first list of 10 medium-sized enterprises and 103 SMEs was provisionally endorsed by MOEF in September 2003 for participation. Upon completion of all activities in these enterprises (targeted in CY 2004 and 2005), the CFC phase-out that would be achieved, would contribute about 300 MT to the CY 2004 and CY 2005 annual CFC phase-out targets (amounting to a total of 359 MT for these two years through the Plan).
- Upon full verification of the enterprise baselines by MOEF, which is currently in progress, the final endorsement of these enterprises for participation in the Plan will be provided by MOEF to UNDP.

- The All India Air Conditioning and Refrigeration Association (AIACRA), which is the government-recognized representative body for the enterprises in this sector, has been actively involved in finalizing the list of participating enterprises and in obtaining and verifying their baseline information.

UNIDO Component

- The mechanism of enterprise participation in the transport refrigeration sub-sector (UNIDO component of the Plan) is under discussion between UNIDO and MOEF.

3.2 Procurement

UNDP Component

- UNDP notified the invitations for Expressions of Interest for prospective suppliers of the equipment to be procured under this project in May 2003. The invitations for Expressions of Interest were posted in the websites of UN Development Business, UNDP's Inter-Agency Procurement Services Office (IAPSO) and UNDP-Delhi for one month. The responses received were evaluated in October 2003 and a short list of vendors for the international competitive bidding exercise for procuring the refrigerant equipment was finalized based on the roster of existing suppliers and based on the evaluation of responses to the Expressions of Interest.
- UNDP prepared the technical specifications for the refrigerant equipment to be procured for the first batch enterprises in October 2003.
- The international bidding exercise for the refrigerant equipment is currently underway.

UNIDO Component

- The procurement activities are expected to be initiated once the mechanism of enterprise participation is finalized by UNIDO and MOEF.

4. Non-Investment (Policy and Management Support) Component (implemented by UNDP)

4.1 Sector Phase-out Plan Unit (SPPU)

The National Programme Manager recruited for the SPPU, to support the implementation of the Foam Sector Phase-out Plan, has also been assigned the task of supporting the implementation activities of the Refrigeration (Mfg) Sector Phase-out Plan, with the fully operational SPPU.

4.2 Enterprise Participation

- The operational mechanism for enterprise participation in the Sector Phase-out Plan was finalized by MOEF in consultation with UNDP.
- The verification of baseline at the first batch of participating enterprises is presently in progress. This includes plant visits by MOEF/SPPU and collection of participation documentation and commitments from the enterprises in line with MOEF regulations.
- The verification of enterprises in future batches of participation/procurement would be an ongoing exercise.

4.3 Other Policy, Regulatory and Awareness Actions

MOEF continued the implementation and enforcement of the Government of India Ozone Rules, promulgated in January 2000. During the Ozone Day workshops held in 2003, information on the Sector Phase-out Plan was disseminated to Government policy makers and stakeholders. The empowered Steering Committee is fully briefed and aware of the commitments and obligations arising out of the agreement between Government of India and the Executive Committee of MLF, governing the approval of the Sector Phase-out Plan.

5. CFC Phase-out and Results

The annual CFC phase-out target for CY 2003 is 250 MT, to be achieved through the completion of ongoing projects. By November 2003, **262.70 MT would be achieved** through the completion of five UNDP-implemented ongoing projects, thus achieving or exceeding the CY 2003 annual CFC phase-out target.

6. 2004 Annual Implementation Programme

The activities described in the 2004 annual implementation program would lead to the elimination of about 190 MT of CFCs upon completion in 2004. This meets or exceeds the annual CFC phase-out target for 2004 from the Refrigeration (Mfg) Sector Plan (140 MT). The remainder of the overall phase-out target for the Sector (178 MT of the total of 368 MT) would be accomplished through completion of ongoing individually approved projects (140 MT), phase-out from ineligible enterprises through controls and enforcement (1 MT) and phase-out from UNIDO-implemented activities (40 MT).

The activities initiated for the 63 enterprises in 2004, are estimated to lead to a phase-out of about 80 MT, thus contributing to about 85% of the CFC phase-out target (108 MT) from the Plan, for 2005.

As per disbursement schedule in Table 1 of the Agreement between the MLF and the Government of India, the Executive Committee is requested to approve the 2004 Annual Implementation Programme and the release of the 2003 funding level of \$476,536 and the corresponding support fees of \$43,243.

INDIA
Refrigeration (Mfg) Sector Phase-out Plan

Annual Implementation Program (Tranche 1) for CY 2002

1. Data

Country	India
Year of plan	2002
Number of years completed	0
Number of years remaining under the plan	4 (2003 through 2006)
Target ODS consumption in Sector for the preceding year as of December 31 (ODP MT)	1,373
Target ODS consumption in the Sector for the year of plan as of December 31 (ODP MT)	1,373
Level of funding requested (US\$) (2002)	2,000,000
Lead implementing agency	UNDP
Co-operating agency (ies)	None

2. Targets

Target	Net reduction in CFC consumption in the Refrigeration (Mfg) Sector: 0 MT Limit of CFC consumption in the Refrigeration (Mfg) Sector as of 31 December 2002 of 1,373 MT			
Indicators		Preceding Year (as of 31 December)	Year of Plan (as of 31 December)	Reduction
Supply of ODS in Sector (ODP MT)	Import	1,373	1,373	0
	Production	N/A	N/A	N/A
	Total (1)	N/A	N/A	N/A
Demand of ODS in Sector (ODP MT)	Manufacturing	1,373	1,373	0
	Servicing	N/A	N/A	N/A
	Stock piling	N/A	N/A	N/A
	Total (2)	1,373	1,373	0

3. Industry Action

3.1 Activities resulting from prior year's ongoing projects

Sector	Consumption Preceding Year as of 31 December (1)	Consumption Year of Plan as of 31 December (2)	Reduction within Year of Plan (1) - (2)	No. of Projects Complete	Number of Servicing Related Activities	ODS Phase-Out (ODP MT)
Ref Mfg Sector	1,373	1,373	0	0	0	0

* Represents estimated number of ongoing projects, which would be completed.

3.2 Activities resulting from the 2002 tranche

Activity	Description	
Start Phase-out of CFC's in 36 enterprises	Objective	Initiate procurement procedures for equipment to be provided to 36 recipient enterprises for conversion to non-CFC technology
	Target group	100 recipient enterprises
	Impact	Finalization of specifications and vendor shortlists, international competitive bidding and issuance of purchase orders/contracts

The technical assistance activities would be initiated through individual and group sub-projects for about 100 enterprises, leading to an elimination of about 300 MT of CFCs upon completion, envisaged for 2004. It is foreseen that the durations for the sub-projects for these 100 enterprises would be set in such a way as to ensure that their completion would contribute to about 80% of the verifiable annual performance target for CY 2004 (380 MT) leading to a minimum phase-out of about 300 MT CFCs through the Sector Phase-out Plan. The balance of the 2004 target would be met through the second funding tranche to be obtained in 2003 and through the completion on ongoing projects.

4. Technical Assistance

The technical assistance will be provided hand in hand with the implementation of the investment activities described above.

5. Government Action

Policy/Activity Planned	Schedule of Implementation
Type of Policy Control on ODS Import	Continuing enforcement of existing controls
Public Awareness	N/A
Others	See below

The following activities are proposed for 2002, under the Policy and Management Support component:

- a) Establishment of the Sector Phase-out Plan Unit (SPPU) for facilitating the management of the Sector Phase-out Plan:
 - Determination of personnel and logistics requirements
 - Finalizing terms of reference for personnel
 - Initiation of recruitment of personnel
- b) Formulation of detailed terms of reference and work plans for various activities under the Policy & Management Support component.
- c) Establishment of an operational mechanism for participation by enterprises in the Sector Phase-out Plan and for obtaining phase-out commitments from enterprises.
- d) Organization of one workshop under the Policy and Management Support Component, for government policy-makers and for recipient enterprises.

6. Annual Budget

Activity	Planned Expenditures (US \$)
Establishment of Sector Phase-out Plan Unit (SPPU) and recruitment of staff	60,000
Technical Assistance	30,000
Equipment	1,736,000
Contingencies	174,000
TOTAL	2,000,000

7. Administrative Fees

The administrative fees will be utilized by UNDP throughout the implementation of this tranche.

INDIA – REFRIGERATION (MFG) SECTOR PHASE-OUT PLAN
Projects in the Refrigeration (Mfg) Sector to be completed during CY 2003

UNDP Project Number	MLF Project Number	Project Name	Approved Grant (US\$)	ODS (MT/y)	ODP (MT/y)	Remark
N/A	IND/REF/22/INV/110	Refrigeration Components & Acc	125,370	9.50	9.01	IBRD
N/A	IND/REF/22/INV/123	Hindustan Refrigeration Industries	132,320	10.20	10.15	IBRD
N/A	IND/REF/22/INV/124	Refrigeration & Home Appliances	147,300	12.00	11.34	IBRD
IND/01/G65	IND/REF/32/INV/282	Sandlas Aircon Systems P. Ltd.	228,517	24.65	23.31	Targeted 11/2003
IND/01/G66	IND/REF/32/INV/286	Group project for 9 enterprises	789,425	56.70	53.52	Targeted 11/2003
N/A	IND/REF/32/INV/290	Group project for 3 enterprises	328,894	27.30	26.03	UNIDO
IND/01/G13	IND/REF/34/INV/323	Group project for 5 enterprises	323,627	23.26	21.96	Targeted 11/2003
IND/02/G61	IND/REF/35/INV/341	Konark Refrigeration	182,684	13.76	13.07	Targeted 11/2003
IND/02/G62	IND/REF/35/INV/340	Ice-Make Refrigeration	157,305	13.05	12.37	Targeted 11/2003
IND/02/G63	IND/REF/35/INV/342	Group project for 9 enterprises	726,448	59.35	56.54	Targeted 11/2003
IND/02/G64	IND/REF/35/INV/339	Group project for 14 enterprises	960,097	71.93	68.01	Targeted 11/2003
TOTAL			4,101,987	321.70	305.31	

Notes:

1. All enterprises achieved all project objectives and met all project obligations, such as phase-out of CFCs, phase-in of CFC-free production, depletion of CFC stocks, destruction of redundant and replaced baseline equipment, etc. The figures in the column marked “ODS” represent the amount of CFC to be phased out as per the approved project and the figures in the column marked “ODP” represent the net ODP phased out after accounting for the residual ODP of HCFC-141b wherever applicable.
2. HOPs for all the above-mentioned projects would be issued and signed during CY 2003.
3. The annual **CFC phase-out target for CY 2003**, in accordance with the schedule agreed in the India Refrigeration (Mfg) Sector Phase-out Plan was **250 MT**, which would thus be achieved (**the phase-out from UNDP-implemented projects above, amounts to 267.20 MT**)